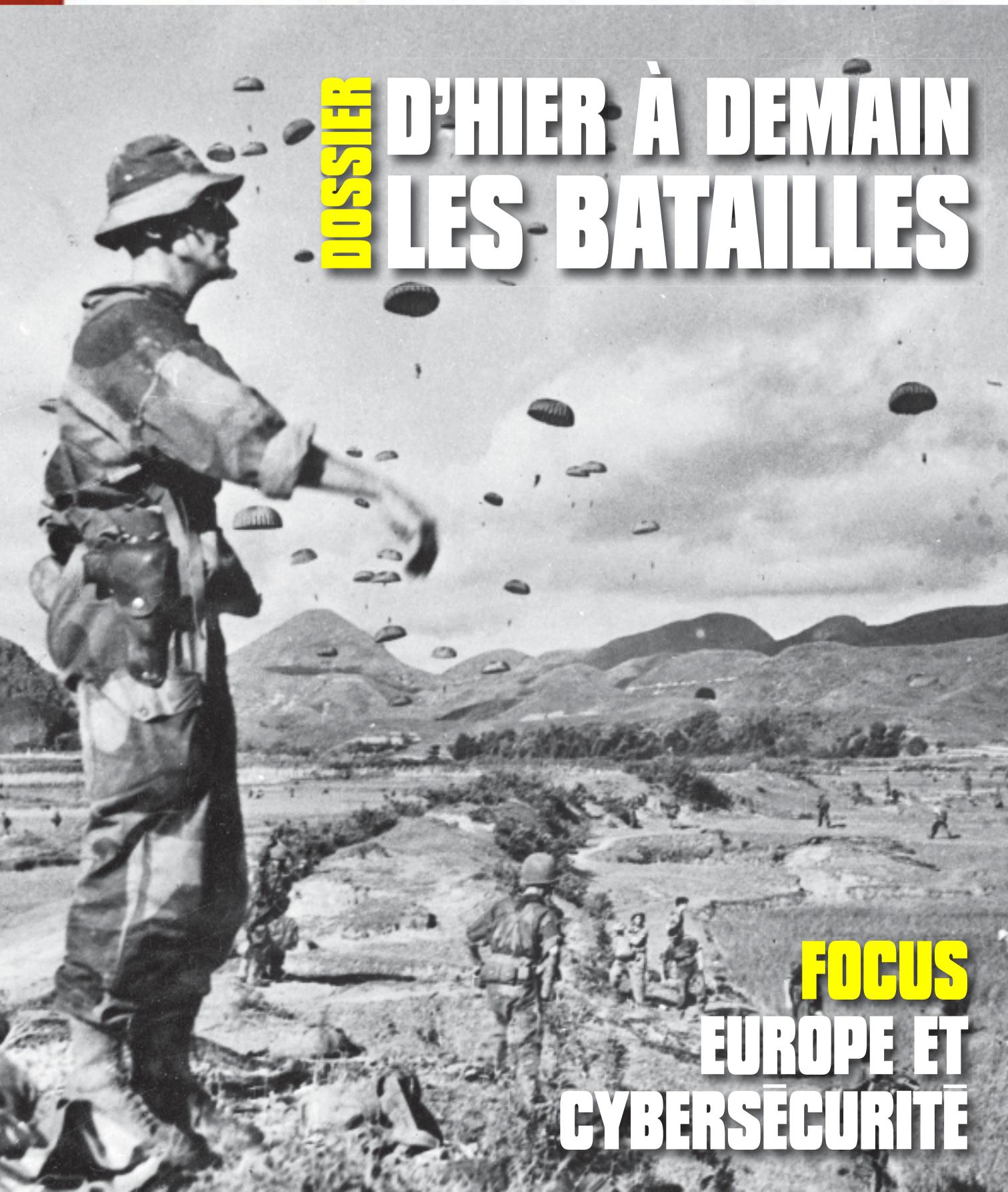


# ARMÉES D'AUJOURD'HUI

**DOSSIER**

## D'HIER À DEMAIN LES BATAILLES



**FOCUS**  
EUROPE ET  
CYBERSÉCURITÉ

# ARMÉES <sup>♦</sup>D'AUJOURD'HUI

## FORCES EN ACTION

- 4 Baltic 2013, l'alerte permanente
- 8 RMBS: sports à l'essai
- 12 Sauver des eaux
- 16 Portrait: oiseau de nuit
- 18 Les opérations en bref

## ENJEUX

- 20 La recherche stratégique

## MODERNISATION

- 22 Priorité à l'harmonisation des données

## FOCUS DEFENSE

- 24 Un 14 Juillet très international
- 26 Mali, la Minusma prend le relais de la Misma
- 28 À l'école de la coopération
- 32 Atlas: un titan polyvalent
- 34 Interview du secrétaire général du CSFM
- 36 L'Europe prend en main sa cybersécurité
- 40 La Force navale franco-allemande sur le pont

- 42 Repères

## DOSSIER

- 44 Les batailles, d'hier à demain

## DÉTOURS CULTURE

- 60 Renseignements, l'autre combat

## PERSPECTIVES

- 64 Histoire

## KIOSQUE

## COMMÉMORATIONS



J. ROBERT

## ÉDITORIAL

Ce numéro plonge le lecteur dans le monde des grandes batailles, qu'il s'agisse de celles qui ont marqué l'histoire de notre pays, ou des batailles du futur, notamment en matière de cyberdéfense.

Parce que la mémoire des conflits contemporains est un outil essentiel de compréhension des enjeux présents et des réponses à y apporter, le gouvernement fait une priorité de la mise en valeur du cycle mémoriel unique dans lequel nous sommes engagés.

Ainsi, les commémorations des mois et années à venir se structureront autour de deux axes majeurs: le centenaire de la Grande Guerre et le 70<sup>e</sup> anniversaire des libérations du territoire. Chacun de ces deux volets a son importance et sa spécificité et, ensemble, ils participeront d'un même mouvement de rassemblement des Français autour de leur histoire commune. Dans le cadre du 70<sup>e</sup> anniversaire des libérations du territoire, cette année 2013 met à l'honneur la Résistance, en particulier la résistance intérieure, unifiée grâce à l'œuvre de Jean Moulin. Nous célébrerons également, en septembre et octobre, la libération de la Corse, premier département français libéré sous l'action conjointe de la résistance locale, des commandos de choc et des goudiers marocains. L'année 2014 sera celle des commémorations des débarquements de Normandie et de Provence, de la libération des grandes villes et du reste du territoire, avant le retour des camps l'année suivante.

Le centenaire de la Grande Guerre mettra à l'honneur la France comme champ de bataille du monde. Plus de 90 États s'affrontèrent en effet sur notre sol, plusieurs d'entre eux forgeant ici leur identité, à l'instar de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande. Les cérémonies organisées autour des grandes batailles seront l'occasion d'un grand retour sur ce début de xx<sup>e</sup> siècle qui structura durablement les relations internationales, notamment avec la création de la Société des Nations, préalable à l'Organisation des Nations unies.

Cette politique mémorielle est aussi conduite pour comprendre l'histoire de nos armées, de ces hommes qui se sont battus sous le drapeau français, des valeurs qui ont guidé et guident toujours leur engagement pour notre pays. Pour reprendre les mots du président de la République, François Hollande, le 24 mai dernier à l'Institut des hautes études de défense nationale, « nous veillerons à en faire des évocations citoyennes pour que les jeunes sachent bien ce qu'est la guerre, pour mieux apprécier ce qu'est la paix ».

**Kader Arif ministre délégué auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens Combattants**



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication** : Pierre Bayle. **Directeur de la rédaction** : colonel (terre) Alban des Courtils. **Chef du bureau de la rédaction** : lieutenant-colonel (air) Bruno Cunat. **Rédacteur en chef** : lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. **Rédacteur en chef adjoint** : commandant (terre) Xave Gaspard (01 44 42 48 01). **Conception graphique** : Olivier Spadaccini. **Secrétaire générale de rédaction** : Sybille Prenel. **Secrétariat de rédaction** : Yves Le Guludec. **Chef des reportages** : adjutant (air) Lionel Gioda (53 52). **Rédaction** : Carine Bobbera (48 07), capitaine (terre) Flora Cantin (33 18), enseigne de vaisseau Grégoire Chaumeil (40 04), Paul Hessenbruch (55 05), Samantha Lille (47 27), Nelly Moussu (46 29), capitaine (air) Lætitia Perier (45 83), aspirant (marine) Margaux Thuriot (48 11). **Prestations extérieures** : Frédéric Charillon, lieutenant de vaisseau (marine) Cynthia Glock, Jean-Claude Jaeger, Pierre Journoud, Frédéric Ramel. **Service photo** : CC1 (terre) Jean-Jacques Chatard (46 98). **Service icono** : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication** : Thierry Lepsch : 01 44 42 32 42. **Photogravure** : Open Graphic Media. **Impression** : Imaye Graphic. **Routage** : EDIACA. **Dépôt légal** : février 2003. **Dicod** - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. **N° ISSN** : 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD)** : 01 49 60 52 44. **routage-abonnement@ecpad.fr**. **Diffusion - abonnement gratuit** : sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07. **celine.butaud@dicod.defense.gouv.fr**. **Contact publicité (ECPAD)** : Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/ **regie-publicitaire@ecpad.fr**. **Couverture** : Opération Castor, 20 novembre 1953 - ©ECPAD



# Baltic 2013

## l'alerte permanente

Sous mandat de l'Otan, un détachement de l'armée de l'Air assure pour quatre mois la surveillance de l'espace aérien des trois États baltes. Durant cette période, quatre Mirage F1 CR de l'escadron Savoie et 90 militaires multiplient les entraînements.

PAR LAETITIA PERIER / PHOTOS : JEAN-JACQUES CHATARD / DICOD



Deux Mirage F1 CR  
de l'escadron de  
reconnaissance 2/33  
Savoie effectuent une  
mission de protection  
de l'espace aérien de  
l'Estonie, de la Lettonie  
et de la Lituanie.

## FORCES EN ACTION



« Protéger l'espace aérien balte consiste à décoller sur alerte pour aller identifier, surveiller, voire arraisonner un aéronef. »

**Ci-dessus :** dans la salle opérationnelle, les pilotes vérifient les plans de vol.

**En haut à droite :** un pilote vient d'enfiler sa combinaison anti-G. Il doit déjà être équipé en cas d'alerte.

**Ci-dessus à droite :** la sirène a retenti. Un « chasseur » rejoint son avion, il a 15 minutes pour décoller.

**Ci-contre :** le tandem pilote-mécanicien effectue les derniers « checks » avant le départ.

**Ci-dessous :** au retour de vol, le mécanicien remet le Mirage en état et fait le plein.

**En bas à droite :** alerte réelle. Deux Mirage de l'escadron Savoie accompagnent un Sukhoi-27 russe.





©ARMÉE DE L'AIR

**B**ase aérienne de Šiauliai, Lituanie, 8 heures. Le jour s'est levé il y a déjà quatre heures sur la zone de QRA (*Quick Reaction Alert*, alerte de réaction rapide) : çà et là, de vieux hangars massifs rongés par la rouille et recouverts de la verdure de ce début de mois de juin rappellent le passé soviétique de la base. Quelques préfabriqués, un grand bâtiment en construction et surtout des hangars flambant neufs abritant des avions de chasse indiquent que la zone est encore en activité en dépit des herbes hautes. Des Lituaniens montent la garde. Des militaires français travaillent ici. Leur mission : assurer, pour l'Otan, la police du ciel, la surveillance de l'espace aérien et une alerte opérationnelle permanente au profit des trois États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie). Explication du chef du détachement, le lieutenant-colonel Benjamin Vinot-Préfontaine : *« Notre tâche consiste à protéger l'espace aérien de ces pays. Concrètement, il s'agit de décoller sur alerte pour aller identifier, surveiller, voire arraisonner un aéronef dont le comportement ne serait pas conforme aux règles de la circulation aérienne. »*

### **Tango Scramble au programme**

Depuis 2004, l'Alliance atlantique conduit cette opération à la demande des pays baltes, qui ne possèdent pas d'avions de chasse. Ce sont des pays membres de l'Otan qui se portent volontaires pour effectuer cette mission sur la base de rotations d'une durée de quatre mois. Après une participation en 2007, 2010 et 2011, la France a pris le relais du Danemark le 30 avril en projetant près de 90 militaires, essentiellement de l'armée de l'Air, du mécanicien au contrôleur en passant par le pompier, l'armurier ou encore le médecin, et 4 Mirage F1 CR de l'escadron de reconnaissance 2/33 Savoie de Mont-de-Marsan. L'objectif est à chaque fois le même : assurer une permanence opérationnelle 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

8 heures : Les personnels de jour arrivent, l'équipe d'astreinte est relevée. Dans l'*ops room* (la salle opérationnelle), sommairement meublée, on s'agite. Lecture des mails, point météo, vérification des plans de vol, mise à jour de la situation aérienne. À 9 heures débute le premier briefing de la journée entre pilotes puis avec les contrôleurs aériens. Pour être opérationnel, il est impératif de s'entraîner. Aussi, deux à trois *Tango Scramble* (entraînement au décollage sur alerte) sont quotidiennement programmés. *« Nous effectuons au moins huit missions d'entraînement par semaine, aussi bien pour nos personnels que pour les*

*contrôleurs de défense aérienne* », précise le lieutenant-colonel Vinot-Préfontaine. Les pilotes sont déjà équipés : combinaison anti-G pour limiter les effets de facteurs de charge élevés, combinaison étanche, dite « glouglou », s'ils viennent à s'éjecter dans l'eau froide de la mer Baltique. En dépit du thermomètre qui frôle les 26 °C, le port de la tenue de vol est de rigueur afin de pouvoir décoller dans les 15 minutes qui suivent le déclenchement d'une alerte.

### **Hangar atteint en trente secondes**

Les pilotes sont détendus mais restent concentrés. À 10 heures, l'alarme retentit. Les autorités otaniennes du CAOC (*Combined Air Operation Center*, le centre de coordination des opérations aériennes) d'Uedem (Allemagne) donnent un ordre d'engagement. Deux pilotes sortent en courant de la zone ops et sautent dans un véhicule. En trente secondes, ils atteignent les hangars et grimpent dans leurs cockpits. Une voiture de mécaniciens et un camion de pompiers les rejoignent. Les « chasseurs » contactent par radio le WOC (*Wing Operations Center*, centre opérationnel aérien) situé non loin de là pour obtenir les premiers éléments d'informations sur leur mission. Quelques instants plus tard, les deux appareils évoluent déjà dans le ciel balte.

Après une heure et demie de vol, ils atterrissent. Leur exercice consistait à simuler une panne radio et ainsi à communiquer entre eux par gestes. Une fois leurs deux missiles Magic 2 et leurs canons de 30 mm neutralisés, ils retournent dans leurs hangars. Le dernier moteur éteint, les mécaniciens ont une heure pour faire le tour des avions, les remettre en état de vol et faire le plein.

Midi : pause déjeuner. Un nouveau binôme enchaîne sur un briefing à 13 heures et un second *Tango Scramble* une heure plus tard.

17 heures : fin de la journée. Seule reste l'équipe de permanence : deux pilotes, un contrôleur, cinq pompiers et sept mécaniciens. Les plus courageux, de retour en ville, partent dans une salle de sport pour se maintenir en condition physique sous la houlette du moniteur du détachement. Dans la zone de QRA désertée, l'équipe d'astreinte veille. Soudain, à 17h35, la sonnerie retentit : *« C'est un Alpha Scramble ! »* Une alerte réelle. Les pilotes, qui discutaient tout en regardant la télévision, bondissent de leur siège. La tension, inexistante il y a quelques instants, est palpable. 17h50 : les moteurs des Mirage F1 CR rugissent dans l'air. L'entraînement laisse place à une mission réelle. ■



**Initiation au golf  
sur le practice  
du club de Bourges.**



# RMBS Sports à l'essai

**Golf, escrime, aviron, équitation... Cinquante-quatre soldats atteints d'un handicap physique ou psychique ont pu découvrir une cinquantaine de disciplines lors des 2<sup>es</sup> Rencontres militaires blessures et sports à Bourges. L'occasion de se dépasser et de reprendre confiance en soi.**



« Ces activités me permettent de reprendre goût au sport et me donnent envie de pratiquer comme avant. »

**Ci-dessus : démonstration d'athlétisme dans un gymnase de Bourges. Des stagiaires essaient un fauteuil adapté à la compétition.**

**Ci-contre : avec le vortex, petite balle munie d'une queue aérodynamique, le lanceur doit atteindre un cerceau situé à une vingtaine de mètres.**

**En haut à droite : l'adjudant Christophe Caron (à droite) pratique l'escrime depuis cinq ans. Participant des RMBS, il endosse ici le rôle de professeur pour initier l'un de ses compagnons.**

**En bas à droite : Kader Arif, ministre délégué chargé des Anciens Combattants, a salué le sens du dépassement des sportifs à l'occasion de sa visite du 4 juin.**





**E**n ce début de matinée, une pluie fine tombe sur le terrain de golf de la ville de Bourges. Les yeux rivés sur le green, l'adjudant Christophe Caron empoigne fermement son club. D'un geste assuré, il frappe la petite balle blanche. Celle-ci, comme téléguidée, monte dans les airs et atterrit directement dans le trou. Ce coup parfait est d'autant plus spectaculaire qu'il vient d'être réalisé depuis un fauteuil roulant. Victime d'une explosion de roquette antichar, l'adjudant Caron a été amputé de ses membres inférieurs. Avec une dizaine de militaires ayant un handicap physique ou psychique, il participe à une initiation au golf dans le cadre des 2<sup>es</sup> Rencontres militaires blessures et sports (RMBS). Cinquante-quatre soldats des trois armées et des services se sont ainsi retrouvés à Bourges pour assister à des stages de découverte multisport. Pour ces blessés, ce rendez-vous offre l'occasion de découvrir des activités sportives adaptées à leur handicap et de repousser les limites physiques ou psychologiques liées à leurs blessures. Par ailleurs, ces rencontres permettent de rassembler les principaux acteurs de l'accompagnement des blessés ainsi que l'ensemble des partenaires de la réadaptation médicale, professionnelle, sociale et psychologique autour des problématiques liées à la pratique du handisport et du recours à de nouvelles technologies adaptées.

### **Plié en deux, la tête en avant**

Pour une dizaine de stagiaires, l'après-midi débute dans un des grands gymnases du Centre de ressources, d'expertise et de performances sportives de Bourges. Ils assistent à une démonstration d'athlétisme en fauteuil au cours de laquelle un responsable de la fédération française handisport d'athlétisme leur présente un siège adapté à la compétition. Successivement, les militaires s'y installent pour le tester. Arrive le tour de l'adjudant Christophe Caron. Avec un grand sourire, il s'assoit dans le fauteuil. Plié en deux, la tête en avant, il s'élançait à petite vitesse à travers le gymnase, manœuvre pour prendre un virage et revient tranquillement à son point de départ. « C'est sympa, mais je préfère le vélo de handbike qui fonctionne sur le même principe, explique-t-il. Je participe aux RMBS pour la première fois et je trouve vraiment intéressant de pouvoir tester de nombreux sports. Le Cercle sportif de l'institution nationale des Invalides m'avait contacté lors de ma rééducation pour me proposer d'essayer des disciplines adaptées à

*mon handicap. J'ai ainsi découvert l'escrime, qui m'a immédiatement plu et que je pratique maintenant depuis cinq ans. Lorsque j'enfile ma tenue et que je commence à tirer, je pense à autre chose qu'à mon handicap. Et c'est une manière de me dire que je ne suis pas complètement fini. »* Un caporal est resté à l'écart du groupe. « *Je n'ai pas passé deux mois en fauteuil pour faire du sport assis dans un chariot, râle-t-il. Après un premier refus d'essayer le matériel, il se laisse cependant convaincre par un stagiaire et s'installe pour effectuer non pas un tour du gymnase, mais deux tours ! Finalement, l'expérience aura été concluante.*

### **Dans la salle, il pleut des... vortex**

Tandis qu'à l'extérieur la pluie redouble de vigueur, dans la salle, il pleut des... vortex, sortes de petites balles munies d'une queue aérodynamique. Les stagiaires alignés visent des cerceaux. Un exercice a priori facile, mais tenter d'atteindre une cible à une vingtaine de mètres avec ce ballon n'est pas si évident.

Un peu à l'écart, des militaires formant un petit groupe discutent. « *Sur le terrain, on se rencontre, on rit. C'est très convivial,* témoigne l'adjudant Philippe Touboule. *Je suis atteint d'un syndrome de stress post-traumatique tardif. Au cours de cette semaine de stage, j'ai pu évoquer mon parcours de blessé post-traumatique avec de jeunes soldats. Ils sont venus me poser de nombreuses questions sur ce sujet et je me sens donc utile. Je n'ai pas pu faire de sport pendant longtemps et, pour moi, ces RMBS sont une manière de renouer avec la pratique physique malgré certaines restrictions médicales. Ces activités me permettent de reprendre goût au sport et me donnent envie de pratiquer comme avant avec des copains. »*

La soirée arrive. Au programme : bowling. Un challenge est organisé entre les blessés et l'équipe des encadrants – personnels médicaux et membres de la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre, la Cabat. Sur les pistes, les joueurs s'appliquent à réaliser un maximum de strikes. Les handicaps s'effacent. Valides et invalides s'amuse ensemble dans une bonne humeur générale. « *Le sport, pour la majorité de ces blessés, permet de reprendre confiance en eux, de dépasser leurs limites,* », explique le lieutenant-colonel Thierry Maloux, chef de la Cabat et organisateur de ces RMBS. « *Depuis le début du stage s'est développée une grande cohésion entre tous ces blessés venus de régiments et d'unités différentes. C'est magique. Je peux déjà vous dire que ces RMBS 2013 sont une grande réussite !* » ■

**Avec Maine 2013, les hommes du 1<sup>er</sup> régiment d'instruction et d'intervention de la sécurité civile ont mis en œuvre les gestes essentiels au secours des personnes et des biens en cas d'inondations. Un exercice qui colle à l'actualité.**

PAR FLORA CANTIN / PHOTOS : MÉLANIE DENNIEL / ECPAD

# Sauver des eaux



Deux sapeurs sauveteurs ont été chercher une victime dans l'eau et l'ont placée dans une barquette de sauvetage. Grâce à un bras hydraulique, le blessé est remonté sur la barge.





« Nous rejouons ici ce qui a été mis en œuvre la semaine dernière lors des inondations à Troyes. »

**Ci-dessus :** après avoir installé la victime dans une barquette, le sapeur sauveteur accroche les sangles à la grue pour la remonter sur la barge.

**Ci-contre :** isolé sur un îlot, un blessé a été repéré par l'équipe de la sécurité civile. Le médecin établit un premier bilan médical.

**Ci-dessous :** tout est prêt pour accueillir le blessé sur le Stem, l'embarcation semi-rigide pouvant naviguer avec seulement 50 centimètres de tirant d'eau.

**En bas à droite :** la victime est embarquée. Un emplacement spécifique est prévu pour la barquette. Une ambulance les attend sur la terre ferme.





**A**près des jours de fortes pluies, le soleil angevin perce enfin les quelques nuages gris au-dessus de la Maine. Cet important affluent de la Loire a subi une rapide montée des eaux. Ce 24 mai, sur ses berges, chemins et troncs d'arbres disparaissent sous les flots noirs. Sur la rivière en crue, des embarcations de la sécurité civile recherchent des victimes. « *Les secours sont là ! Si quelqu'un m'entend, identifiez-vous, criez !* » lance un militaire dans son mégaphone. Le caporal Menentaud, sapeur sauveteur au 1<sup>er</sup> régiment d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (1<sup>er</sup> RIISC) de Nogent-le-Rotrou, est aussi pilote du Stem, l'embarcation accueillant jusqu'à 20 personnes et un blessé sur brancard. Il dirige avec précaution le bateau vers un arbre. Debout à la proue, le caporal Lefieux, l'un de ses deux équipiers, lève la main gauche : aucun obstacle n'est en vue. La recherche continue. « *On est là ! Par ici, vite !* » appelle un jeune homme cramponné à une branche. Près de lui, une autre personne attend les secours. Les victimes sont conscientes. Le caporal Lefieux et le 1<sup>re</sup> classe Guillin, tous deux sauveteurs aquatiques, se jettent à l'eau. Les capteurs du Stem indiquent une profondeur de 6,4 mètres et une eau à 14,5 °C. Ils nagent jusqu'aux victimes, les ramènent sur l'embarcation et entament le premier bilan de santé : pouls, température et tension. Noms, prénoms et âges sont demandés. Les gestes des secouristes sont sûrs, les procédures réalisées de manière automatique. « *Nous rendons compte par radio au commandant des opérations de secours, généralement un officier des sapeurs-pompiers. Mais le préfet est le directeur des opérations* », explique le lieutenant Billant, chef de la section spécialisée dans le secours aquatique, la navigation et le traitement de l'eau. Les deux hommes secourus par les militaires sont bien connus de la sécurité civile puisqu'ils en font partie, jouant le rôle de victimes dans le premier scénario de l'exercice Maine 2013 mené par le 1<sup>er</sup> RIISC.

### Force de frappe de l'État

Lors de situations d'urgence, lorsque le département ne peut plus faire face, le Centre opérationnel de gestion interministérielle des crises, à la demande du préfet, met à disposition des moyens nationaux, parmi lesquels les régiments de sécurité civile, « *véritable force de frappe de l'État* », selon le capitaine Vaccani, commandant la 2<sup>e</sup> compagnie d'intervention. Composés de militaires du génie appartenant à l'armée de Terre, d'astreinte 24 heures sur 24,

7 jours sur 7, ces régiments sont dédiés à la sauvegarde des personnes et des biens. « *Lorsque l'alerte se déclenche, nous avons entre une et trois heures pour quitter le régiment et intervenir, en France comme à l'étranger. Tous nos matériels sont aéroprojetables*, poursuit le capitaine. *Entraînés pour lutter contre les risques technologiques et naturels, nous sommes intervenus lors du tremblement de terre en Haïti il y a trois ans, puis à Fukushima en 2011. Début 2013, nous étions dans la Manche après les importantes chutes de neige. Là, nous venons de passer dix jours dans l'Aube, pour pomper l'eau des entreprises inondées. Nous rejoignons ici ce qui a été mis en œuvre à Troyes.* »

### Demande de renfort

Au même moment, une autre action est en cours. Un homme est tombé d'un pont qui relie les deux rives de la Maine. L'embarcation pneumatique de la sécurité civile fait des cercles autour de la victime pour délimiter la zone de l'accident. Un sauveteur plonge puis établit rapidement un premier bilan : « *Suspicion de jambe cassée, demande un renfort pour évacuation à plat* », rend-il compte. C'est alors au tour de l'équipage de la barge d'intervenir. L'embarcation, équipée d'une grue de levage, s'approche du blessé que le sauveteur, toujours dans l'eau, a installé dans une barquette de sauvetage. Le 1<sup>re</sup> classe Le Goff, aux manettes du bras hydraulique pouvant soulever jusqu'à 400 kilos, suit les instructions de son camarade, stabilisant le brancard. Celui-ci est fixé à l'accroche, le bras le soulève au-dessus de la barge. « *Il est bien positionné*, crie le second équipier qui le récupère sur l'embarcation. *Tu peux baisser, encore... Stop, je décroche !* » Un second bilan est envoyé par radio aux sapeurs-pompiers. Au loin, sur un îlot, une dizaine de rescapés attend d'être évacuée grâce au ponton modulaire Cubisystem, une plate-forme supportant jusqu'à 385 kilos au mètre carré. « *Nous sommes formés pour mener des opérations de crise. C'est-à-dire que nous intervenons en dernier recours. Lorsque nous arrivons, il n'y a pas de mouvement de panique, aucun refus de nous suivre de la part des victimes. Elles sont heureuses de nous voir* », souligne le capitaine Peucelle, chef de la section. « *L'entraînement est quotidien, car aucune intervention n'est simple. Si on se dit que ça va être facile, l'accident est assuré* », précise le capitaine Vaccani. Fin juin, les risques liés aux intempéries feront place à un autre danger, celui des feux de forêt. Les unités militaires de la sécurité civile sont déjà prêtes à intervenir. ■

**Formateur à l'école de l'Alat depuis dix-huit ans, le lieutenant Marc Le Bris est le champion incontesté du vol opérationnel sous jumelles de vision nocturne. À son palmarès : plus de 3300 heures dans cette spécialité.**

# Oiseau de nuit

**M**arco est au vol de nuit sous jumelles de vision nocturne (JVN) ce que Clint Eastwood est au cinéma américain : une star incontournable. Marco, comme l'appellent ses collègues, c'est le lieutenant Marc Le Bris, moniteur à l'École de l'aviation légère de l'armée de Terre (Ealat). À 48 ans, dont trente ans de service, il forme les pilotes au vol de nuit opérationnel (combat et sauvetage) sous JVN, savoir-faire propre à l'Alat. Marc découvre le plaisir du pilotage à 8 ans : « Mon oncle, qui m'installait à la place du pilote dans son petit avion, me faisait rêver en me parlant de l'Alat et j'ai passé les tests dès que j'ai pu. » Il intègre donc l'école nationale des sous-officiers de Saint-Maixent en 1983 et se spécialise dans le pilotage de l'hélicoptère Puma avant de rejoindre le 1<sup>er</sup> régiment d'hélicoptères de combat, à Phalsbourg. « Avec ce régiment, j'ai participé à ma première opération extérieure, au Tchad, en 1986. Nous devons récupérer des soldats tchadiens blessés au combat. Cette expérience m'a marqué. Je me suis senti utile », se souvient Le Bris. Le pilote enchaîne sur des missions en Centrafrique, dans le golfe Persique – il participe notamment à la guerre du Golfe –, en Nouvelle-Calédonie et sur les porte-avions Foch et Clémenceau. En 1992, il vit sa première expérience d'instructeur JVN à l'Ealat, au Luc-en-Provence. Sept ans plus tard, il s'envole pour le détachement de l'Alat de Djibouti comme chef de bord Puma. En 2001, devenu moniteur, il retrouve la brigade JVN. Qualifié au pilo-

tage des hélicoptères Gazelle, Fennec et Puma, le lieutenant Le Bris affiche 6800 heures de vol à son actif quand la plupart des pilotes terminent leur carrière avec une moyenne de 4000 heures. Sa particularité? Avec 3500 heures de nuit dont 3300 sous JVN, il détient le record mondial du vol opérationnel sous JVN depuis des années. « Ce vol est particulier : il est plus technique, plus précis. L'attention doit être plus soutenue. L'atmosphère est aussi plus calme que le jour. À travers les JVN, nous voyons le monde en vert, c'est magique! » explique-t-il. Pour se détendre, il délaisse parfois les

cela demande beaucoup d'énergie. Pourtant, il faut maintenir une synergie dans l'équipage. C'est une question de sécurité. » Pour le lieutenant Toutain, chef de la brigade JVN, Marco est « très pédagogue et connaît toutes les subtilités des différents vols ». « Malgré sa stature, il reste accessible », commentent les lieutenants Megard et Rastouil, pilotes stagiaires. Le soleil se couche. Il est 21 heures. Sur la piste, face au massif des Maures, trois Gazelle se mettent en route. Le bruit des rotors s'intensifie : des stagiaires vont décoller pour un exercice de vol de nuit en patrouille. Marc Le Bris est à leurs côtés.

« Marco est très pédagogue et il connaît toutes les subtilités des différents vols. »

airs pour la mer : « En plongée, je retrouve la technicité, l'attention, l'adrénaline. C'est un monde aussi calme et magique que celui de la nuit. Pour moi, la terre est un trait d'union entre ces deux univers. » Dans une salle de cours de l'Ealat, qui fête ses 50 ans cette année, il décrit à trois pilotes stagiaires les particularités du vol sous JVN : « Avec 2,5 kilos sur la tête, le poids du casque et des jumelles, vous avez mal au dos. Le champ de vision est limité à 40 degrés. L'image n'a aucun relief, l'appréciation des distances est faussée, vos yeux n'arrêtent pas de balayer le paysage. Comme vous ne pouvez pas voir net à moins de 7 mètres, votre camarade à côté de vous est flou. C'est déstabilisant! Il faut une grande concentration,

Alors que l'aéronef quitte le tarmac, le colonel Douaud, chef de corps de la base école Général Lejay, témoigne : « Il a fallu plusieurs décennies pour que nos équipages sachent manœuvrer et combattre, en formation, de jour comme de nuit. Grâce à des hommes comme le lieutenant Le Bris, qui a formé des générations de pilotes, l'Alat maîtrise les savoir-faire particuliers du combat de nuit. Ce genre de vol est particulièrement éprouvant. En moyenne, les formateurs restent quatre ans dans la brigade JVN. Lui est là depuis dix-huit ans! » La majorité des pilotes engagés en Afghanistan, en Libye et au Mali est assurément passée entre les mains du lieutenant Le Bris. ■

**Flora Cantin**

*« Le vol sous JVN est plus technique, plus précis. L'attention doit être plus soutenue », commente Marc Le Bris.*

## 24/06 AFGHANISTAN VISITE DE JEAN-YVES LE DRIAN À KAIA

**L**e ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a rendu visite aux soldats français stationnés sur le théâtre afghan et, en particulier, à ceux déployés sur l'aéroport international de Kaboul (Kaia). Alors qu'en décembre 2012 s'achevait le désengagement des forces combattantes, le désengagement logistique, lui, est aujourd'hui réalisé à 90 %. Le camp de Warehouse a été rétrocédé aux autorités afghanes le 19 juin, lors d'une cérémonie officielle, en présence de nombreuses autorités parmi lesquelles Bismullah Khan Mohammadi, ministre de



la Défense afghan. De 2006 à 2013, l'emprise de Warehouse a accueilli une quinzaine de nationalités différentes. Près de 15 000 militaires français y ont servi et plus de 60 000 y ont séjourné au moins une fois. Dans les semaines à venir,

l'ensemble du contingent français ne comprendra plus que 500 militaires à travers le commandement de Kaia, le fonctionnement de l'hôpital médico-chirurgical et des missions de formation au profit de l'armée nationale afghane.

## 04/06 TCHAD RELEVÉ POUR LES FORCES TERRESTRES D'ÉPÉRIER

**D**es tirailleurs arment désormais pour quatre mois l'état-major du groupement Terre de la force Épervier. Le colonel du Gardin, chef de corps du 1<sup>er</sup> régiment de tirailleurs d'Épinal, succède au colonel Waché, chef de corps du 110<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Donaueschingen, en Allemagne. Le lieutenant-colonel Chapuy, du 35<sup>e</sup> régiment



d'artillerie parachutiste, et le chef de bataillon Begue, du 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie de marine, ont pris respectivement le commandement des détachements de l'opération Épervier stationnés à Abéché et à Faya-Largeau. Les groupements Terre et Air, ainsi que la base de soutien à vocation interarmées, assurent deux missions permanentes : la protection des intérêts français et l'appui renseignement aux forces armées et de sécurité tchadiennes.

## 06/06 MALI DISTINCTIONS MALIENNES POUR LA FORCE SERVAL



**U**ne centaine de soldats français a été décorée à titre étranger lors d'une cérémonie au palais présidentiel, à Bamako. Le président de la république du Mali était représenté par le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, accompagné de nombreux ministres, du chef d'état-major général des armées

et de l'ambassadeur de France. Les soldats français ont été nommés dans l'Ordre national du Mali ou décorés de l'étoile d'argent du Mérite national du Mali, effigie Lion debout. Le général de Saint-Quentin, commandant la force Serval, a été nommé au grade de commandeur de l'Ordre national du Mali.

## 03-04/06 TANZANIE PASSAGE DU SOMME ET DU NIVÔSE

**L**e bâtiment de commandement et de ravitaillement *Somme* et la frégate de surveillance *Nivôse*, engagés dans la lutte contre le terrorisme et la piraterie, ont fait escale en Tanzanie. Lors de leur rencontre, le capitaine de vaisseau Martinet, commandant la TF150, et le major général Omar, commandant la marine tanzanienne, ont rappelé l'importance de la coordination entre la coalition et les États riverains de la zone. Les équipages ont échangé sur leurs missions et rencontré différents acteurs diplomatiques et militaires tanzaniens. Ces derniers ont découvert les méthodes employées par les équipes de visite françaises.

24/05-04/06

## COMORES LA LÉGION À L'INSTRUCTION

Un détachement d'instruction opérationnelle de la Légion étrangère de Mayotte, appartenant aux forces armées en zone sud de l'océan Indien, a formé une soixantaine de fusiliers marins comoriens aux diverses missions de gardes-côtes. Durant dix jours, sur l'île de Grande Comore, ils ont réalisé des exercices de franchissement, des activités nautiques et de l'entraînement au tir. Une remise des diplômes a eu lieu en présence du ministre comorien de la Défense et d'autorités locales lors de la cérémonie de clôture.

## DEPUIS LE 18/06 FRANCE INONDATIONS, LES ARMÉES MOBILISÉES



Après les inondations qui ont eu lieu dans le Sud-Ouest, un détachement du 3<sup>e</sup> régiment du matériel a transporté des équipes de secours d'urgence et de reconnaissance de la Croix-Rouge, puis a acheminé des lits de camp, des vivres et

de l'eau dans les villages sinistrés de Haute-Garonne. Dans les Hautes-Pyrénées, un détachement du 1<sup>er</sup> régiment du train parachutiste a apporté son soutien aux autres services de l'État pour la sécurité des habitants alors que le détachement de liaison et de reconnaissance

du 31<sup>e</sup> régiment du génie réalisait des expertises sur le réseau routier coupé à plusieurs endroits. Le 20 juin, un hélicoptère Caracal de l'escadron d'hélicoptères Pyrénées de la base aérienne 120 de Cazaux a hélicoptéré deux groupes électrogènes dans les villages de Barèges et de Sers. Le Service des essences des armées du détachement de Pau a mis en place un camion-citerne de carburant pour assurer le soutien des aéronefs. Un hélicoptère Cougar du 5<sup>e</sup> régiment d'hélicoptères de combat a transporté des équipes et du matériel de secours dans les communes isolées.

## 04/06 LIBAN RITE, EXERCICE DE LA FINUL

Rite II-13 (*Reserve Integration Training Exercise*), exercice de la Force intérimaire des Nations unies au Liban qui s'est déroulé au Sud-Liban, a mobilisé une vingtaine de Français de la *Force Commander Reserve*. Face à un rassemblement

fictif de plusieurs centaines de manifestants, le bataillon italien a déployé sa réserve, renforcée par celle du secteur Ouest. Le bataillon français a été envoyé en renfort afin de sécuriser la zone et permettre le déploiement des Forces armées libanaises.

## 25/06 MALI L'AMIRAL GUILLAUD AUX CÔTÉS DE LA FORCE SERVAL

Accompagné du général Ibrahima Dembélé, chef d'état-major général des armées maliennes, l'amiral Guillaud, chef d'État-Major des armées, a rencontré les militaires français déployés sur la base opérationnelle avancée de Gao. À Bamako, il s'est entretenu avec les soldats français de la Mission européenne de formation de l'armée malienne (EUTM Mali) et les cadres français qui

seront insérés au sein du poste de commandement de la mission intégrée des Nations unies au Mali (Minusma), dès le 1<sup>er</sup> juillet. L'amiral Guillaud a rappelé que la France, par l'action de la force Serval et par la présence de militaires français au sein de l'EUTM et de la Minusma, soutenait activement les autorités maliennes comme les forces internationales engagées au Mali.

## 05-12/06 CAMEROUN FORMATION EN ESCALE

L'équipage de la frégate anti sous-marine (Fasm) *Latouche-Tréville* a mené des actions de formation au profit d'une vingtaine de marins camerounais. Ces derniers ont pu s'entraîner dans les domaines de la navigation, de la détection et de la mécanisation de visite. L'équipage du patrouilleur camerounais *Akwayafe* a effectué un exercice de contrôle de bâtiment peu

après l'appareillage du *Latouche-Tréville*. Puis, au large du Gabon, les marins de la Fasm ont réalisé des manœuvres de treuillage et d'appontage avec un hélicoptère Puma des Forces françaises au Gabon. À la fin de l'exercice, le *Latouche-Tréville*, engagé au sein de l'opération Corymbe, a rejoint sa zone de patrouille dans le golfe de Guinée.



**Frédéric Charillon, directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem) et Frédéric Ramel, directeur scientifique de l'Irsem**

# La recherche stratégique a-t-elle encore un sens ?

**L**e brouillard identifié par Clausewitz ne pénètre plus seulement les théâtres d'opérations. Il affecte aussi et surtout le concept même de stratégie. Définie classiquement comme l'ensemble des logiques relatives à l'emploi de la force armée, celle-ci fait l'objet d'une extension dans les langages courant et savant. N'importe quelle entreprise, association, ou organisation non gouvernementale peut cultiver une stratégie, laquelle ne serait plus le monopole de l'État. Derrière cette prolifération dans l'usage du terme se cache une déconnexion : celle de la stratégie avec la guerre, qu'elle soit latente ou ouverte. La stratégie se confond alors avec la théorie des choix rationnels que tout un pan de la science économique affectionne tant. La spécificité de la force s'en trouve diluée. Dans cette perspective, la recherche stratégique telle qu'élaborée par les premiers stratèges (praticiens) ou stratégestes (théoriciens) modernes se fragilise. Catégories et

comme source de significations pour la pensée, et source d'orientations pour l'action.

## Une source de significations

Utilisation des moyens militaires en vue de réaliser des fins politiques (Clausewitz). Dialectique des volontés qui emploient la force pour résoudre leurs conflits (Beaufre). « *Ensemble des opérations mentales et physiques requises pour calculer, préparer et conduire toute action collective finalisée, conçue et développée en milieu conflictuel* » (Poirier). Ces différentes conceptions de la stratégie varient dans leur manière d'envisager leurs composants majeurs : la première accorde au militaire une place centrale alors que les deux suivantes intègrent des moyens autres que militaires dans la réflexion. Toutefois, elles ont comme dénominateur commun d'expliquer une action dans une situation de nature conflictuelle et, au premier chef, la guerre. À l'heure où les conflits armés demeurent, la mobilisation de ces connaissances semble plus que jamais

un ensemble d'actions réciproques, elle s'enracine aussi dans des situations d'anomie ou d'humiliation. Elle se nourrit de frustrations conduisant à la sortie du politique à force de ne plus avoir rien à perdre. Elle monte aux extrêmes par des rhétoriques non plus seulement nationalistes, mais particularistes, communautaristes, développées par des entrepreneurs identitaires dont le « *storytelling* » résonne avec une redoutable efficacité dans des contextes de pertes de repères. Autant que la puissance d'État et son effet masse, c'est l'effondrement de celui-ci, laissant libre cours à « l'individu totalitaire », ayant pour seul objectif l'annihilation de l'autre, qui est à redouter.

## Une source d'orientations

La seconde fonction de la recherche stratégique consiste à proposer des orientations pour le futur proche, car les productions universitaires ne « *vaudraient pas une heure de peine si elles n'avaient d'utilité pratique* » (Durkheim). D'ailleurs, le Livre blanc de 2013 reconnaît explicitement cette caractéristique. Dans le chapitre destiné à la mise en œuvre de la stratégie, elle est articulée avec la fonction « connaissance et anticipation », une plus grande coopération entre l'État et les universités permettant « *une amélioration de notre capacité d'anticipation qui requiert liberté d'esprit, curiosité et aptitude à remettre en cause les vues dominantes* » (p. 75). La recherche stratégique peut offrir des postures, des idées, des concepts, des approches dont le décideur peut s'inspirer dans son action. Elle attire également l'attention sur des points aveugles qui méritent pourtant considération.

La recherche alimente la réflexion, qui se nourrit elle-même de l'action. Il ne saurait y avoir d'action sans réflexion, sauf à encourir le risque de nouvelles étranges défaites. Et il ne saurait y avoir de réflexion sans recherche, sauf à recy-

« La recherche alimente la réflexion, qui se nourrit elle-même de l'action. Il ne saurait y avoir d'action sans réflexion. »

approches stratégiques développées sous la guerre froide se disloquent. Toutes sont incapables de saisir la grammaire des « nouvelles guerres ». Obsolescence et inadéquation de cette recherche stratégique rendraient alors nécessaires le développement des études de sécurité et l'analyse des risques.

À condition d'adopter une conception ouverte de la stratégie qui n'en reconnaît pas moins la singularité de l'objet à étudier (le fait guerrier), nous considérons que la recherche stratégique a un sens aujourd'hui, à la fois

d'actualité. Le corpus désormais offert par la pensée stratégique sur les batailles, la notion de guerre, ses applications sur différents terrains, constitue matière à réflexion, mêlant recul historique, lois politiques et connaissance sociologique voire anthropologique.

Tout en utilisant les outils et concepts classiques qui ont fait sa réputation (offensive/défensive, théories du rapport de force, de l'équilibre...), la recherche stratégique contemporaine doit en effet s'ouvrir à d'autres ressources intellectuelles qui viennent enrichir la compréhension du fait guerrier. Si la guerre est

cler en cercles vicieux, à partir de seules pensées administratives internes et auto-légitimantes, des idées déjà reçues. À ce titre, le développement d'une recherche stratégique ouverte et dynamique, soucieuse de renouveler constamment le vivier des auteurs et le pluralisme des points de vue, est un impératif. Cette recherche, plus que jamais, doit croiser les points de vue de l'acteur et de l'observateur. C'est-à-dire du décideur, du militaire, et du chercheur. Elle doit s'obliger à être contre-intuitive, à intégrer des questionnements inhabituels, à proposer des scénarios déplaisants si nécessaire. Elle doit

doctrinal du terme : où les différentes puissances de la planète, et notamment les plus émergentes d'entre elles, puisent-elles leur vision du monde et la mise en œuvre de la défense de leurs intérêts ? Passée la vulgate sur l'influence de Clausewitz en Occident, celle de Sun Tzu en Chine ou du *Livre des ruses* dans le monde arabe, il faut bien approfondir le propos... Or que savons-nous aujourd'hui des mécanismes, notions, croyances, interprétations, des pensées militaires et stratégiques chinoises, japonaises, indiennes, brésiliennes, turques, sud-africaines, sud-coréennes, indonésiennes,

la relation défense-société, notamment dans les pays en transition, s'avère primordiale également : quel lien les différentes armées du monde entretiennent-elles avec les populations ? Les soulèvements arabes et les rôles différents qu'y ont joués les militaires nous ont récemment rappelé le caractère fondamental de cette interrogation.

Enfin, la réflexion sur l'économie de défense doit être revitalisée en France, tant les aspects à la fois budgétaires, industriels, de finances publiques, constituent dans la phase actuelle un paramètre contraignant.



J.-J. CHATAUBARD@DICOD

**Acteurs de la recherche stratégique, Thierry Widemann, docteur en histoire moderne, le colonel Michel Goya, docteur en histoire, spécialiste des nouveaux conflits, et Maya Kandel, docteur en sciences politiques, sont chargés d'études à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire.**

surtout s'imposer l'exercice de la comparaison dans le temps et l'espace. L'ouverture du chantier d'une véritable pensée stratégique comparée, elle-même ayant des ramifications dans le champ des politiques de défense comparées, est plus que jamais d'actualité.

Quatre axes de recherche paraissent urgents. Le premier est celui de la pensée stratégique au sens conceptuel et

pakistanaïses ?

Le deuxième axe a davantage trait aux politiques de défense comparées, plutôt cette fois comme politiques publiques. Comment « fait-on » la politique de défense chez nos principaux partenaires comme chez les grands émergents, avec quels acteurs, quels processus décisionnels, quelle gestion du budget ou des ressources humaines ? En troisième lieu,

L'agenda, on le voit, est dense. La question de la recherche stratégique est un impératif qui réclame le concours des décideurs comme des observateurs, des civils comme des militaires. La compétition internationale d'une part, l'obligation de réinventer notre puissance dans ce monde de l'autre, nous le commandent. ■

**Les propos de cette rubrique n'engagent que leurs auteurs**

# Priorité à l'harmonisation des données

**Parce que le partage de l'information est un enjeu majeur pour l'opérationnel, les différents acteurs de la Défense doivent affiner un langage commun pour uniformiser leurs données. Aux informaticiens de les mettre ensuite en réseau.**

« **A**u ministère de la Défense, nous devons améliorer le partage des données entre les différents systèmes d'information. » Ce constat du général Lapprend, directeur général des systèmes d'information et de communication, en introduction du séminaire sur la gouvernance des données du 30 mai dernier, explique la nécessité de sensibiliser à cette problématique les grands décideurs du ministère.

La donnée, information brute non contextualisée, est la matière première des acteurs « métiers », qu'ils soient opérationnels ou dans les fonctions support. Elle leur donne une représentation du monde afin qu'ils puissent travailler. « Lors d'une mission de reconnaissance au Mali par exemple, on prépare l'opération grâce à des informations comme le plan des liaisons de données tactiques ou le plan de fréquences. Ensuite, le Rafale réalise des images numériques en vol grâce au Pod Reco NG. Celles-ci sont ensuite transmises à une station au sol, explique le lieutenant-colonel François Tricot, commandant de l'escadron de chasse Normandie-Niemen. Une équipe d'experts recherche sur ces images un élément intéressant, le caractérise

et en trouve les coordonnées, puis le transmet à la chaîne renseignement. Toutes ces données doivent être utilisables et comprises par tous les acteurs sans

données de référence que l'on peut partager de manière univoque et compréhensible par tous les services et les armées, par exemple les grades, les pathologies, les



CHARLES FROMAGE@DGSC

**Le séminaire du 30 mai sur la gouvernance des données représentait une première étape. Rendez-vous est pris en septembre pour entamer le travail.**

ambiguïté, donc, en amont, il faut les standardiser. » La gouvernance des données est un enjeu majeur pour l'opérationnel, puisqu'un problème de fiabilité de l'information ou d'interprétation pourrait avoir un impact immédiat. Il en va de même dans le cadre des fonctions support.

Pour éviter la redondance – et par conséquent le risque d'erreur – il faut identifier les

nomenclatures de matériel, etc. Il faut également s'accorder sur leur définition, la sémantique utilisée, etc. « Imaginez que vous donnez rendez-vous à quelqu'un au bâtiment Surcouf : un terrien va chercher un immeuble, un marin un bateau ! L'interprétation peut différer, c'est pourquoi il est impératif de commencer par définir les besoins en échanges », souligne le lieutenant-colonel

Reynald Desmis, ancien représentant de la France à l'Otan dans ce domaine. Ces étapes fonctionnelles relèvent des « métiers » qui s'échangent les données (logistique, ressources humaines, santé, commandement, etc.), c'est pourquoi la Direction générale des systèmes d'information et de communication souligne la nécessité de mettre en place « des correspondants référents métiers ». Si la gouvernance des données incombe aux opérationnels et aux fonctionnels, il faut par ailleurs tisser des liens entre eux et la communauté technique puisque ce sont les informaticiens qui mettent en œuvre les systèmes d'information et les bases de données. Ils permettent in fine le partage de données automatisé entre les acteurs idoines.

Le séminaire sur la gouvernance des données du 30 mai s'inscrit dans la stratégie interministérielle de modernisation de l'action publique. À son terme, le général Lapprend a rappelé à l'assistance que ce n'était qu'une première étape : « Avec le Secrétariat général pour l'administration, nous allons organiser un séminaire de travail à la rentrée pour les responsables de zone fonctionnelle et les administrateurs de données afin de progresser ensemble. » Rendez-vous donc en septembre pour commencer à uniformiser les pratiques. ■

**Nelly Moussu**

**Pour accéder aux données publiques : [www.data.gouv.fr](http://www.data.gouv.fr)**

# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI

# UN 14 JUILLET TRÈS INT

**Des détachements de la Misma et de la Minusma, des militaires de la Brigade franco-allemande ainsi que 75 soldats croates participent cette année au traditionnel défilé des forces armées françaises sur les Champs-Élysées.**

« **U**ne armée d'avant-garde, fière de son histoire » est le thème du défilé du 14 juillet 2013. Fête nationale française depuis 1880, c'est aussi le grand rendez-vous annuel entre la nation et son armée. « *Pour moi, le défilé du 14 Juillet représente une tradition. Il s'agit aussi d'un moment unique pour approcher de près le matériel militaire* », explique Paul, 26 ans. Près de lui, Éléonore, 38 ans, poursuit : « *C'est un hymne aux armées, une reconnaissance du travail effectué. En plus, les troupes sont belles à regarder !* » Cette année, la manifestation revêt une dimension internationale. « *Le défilé mettra en avant l'engagement opérationnel de nos armées et la modernité de notre défense. 2013 est aussi riche en anniversaires d'unités qui seront mises à l'honneur* », explique le colonel Benoît Brulon, conseiller communication du gouverneur militaire de Paris, responsable de l'événement.

En janvier dernier, la France a montré sa capacité à réagir vite et efficacement sur le territoire malien après l'appel à l'aide du président par intérim, Dioncounda Traoré, face à l'avancée des islamistes armés. Les soldats français ont mené des opérations de lutte contre le terrorisme aux côtés des Maliens permettant le déploiement de la Mission internationale de soutien au Mali (Misma) puis de la Mission de formation de l'Union européenne au Mali. De la place de l'Étoile à la celle de la Concorde, des détachements africains de la Misma et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) défilent à pied, suivis par près de 400 militaires français engagés dans l'opération Serval au cours du premier semestre. Le général Bernard Barrera, commandant



# ERNATIONAL



R.COMNAN@ICOD

les forces terrestres, et le général Jean-Jacques Borel, commandant la composante aérienne, marcheront en tête du détachement français.

Pour célébrer les cinquante ans du traité de l'Élysée, symbole de l'amitié franco-allemande voulue par de Gaulle et Adenauer, la brigade franco-allemande (BFA) sera mise à l'honneur. Forte d'un état-major binational, de trois bataillons d'outre-rhin, de deux régiments français, d'un bataillon mixte et d'une compagnie de génie allemand, la BFA contribue au renforcement du lien entre les deux pays et œuvre pour la défense européenne.

Enfin la France, membre fondateur de l'Union européenne, a souhaité célébrer l'entrée de la Croatie dans l'Union le 1<sup>er</sup> juillet. C'est pourquoi le 28<sup>e</sup> État membre de l'UE sera représenté par un détachement de 75 soldats.

Le colonel Benoit Brulon d'ajouter : « *Le défilé du 14 Juillet mettra également l'accent sur les nouveaux matériels comme l'A400M ainsi que sur la part considérable accordée à la préparation opérationnelle des forces avant projection* » à travers la présence de militaires du Centre national d'entraînement

commando et du commandement des centres de préparation des forces.

En fin de cérémonie, le président de la République rendra hommage aux familles des soldats morts au combat et aux blessés de l'année. ■

**Flora Cantin**

## 2013, année de célébrations

- 50<sup>e</sup> anniversaire du traité de l'Élysée
- 50<sup>e</sup> anniversaire de l'ordre national du Mérite
- 50<sup>e</sup> anniversaire de la 9<sup>e</sup> brigade d'infanterie de marine
- 60<sup>e</sup> anniversaire de la Patrouille de France
- 70<sup>e</sup> anniversaire de la médaille de la Résistance
- 70<sup>e</sup> anniversaire de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie coloniale
- 150<sup>e</sup> anniversaire du combat de Camerone

**Déployée à partir du 1<sup>er</sup> juillet, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) doit sécuriser le territoire et concourir au rétablissement étatique, à la reconstruction et au développement du pays. Ses effectifs, qui ont intégré les 6 000 militaires de la Mission internationale de soutien au Mali, compteront 12 600 hommes.**



J.-J. CHATAUD@DICOD

# MALI LA MINUSMA PREND

**M**ission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali ou Minusma. Tel est le nom de la nouvelle force déployée, sous l'égide des Nations unies, au Mali depuis le 1<sup>er</sup> juillet, qui succède à la mission internationale de soutien au Mali (Misma). Après l'intervention des forces françaises et africaines en début d'année, les quinze membres du Conseil de sécurité avaient adopté, le 25 avril, la résolution 2 100 autorisant le déploiement de cette force internationale. Pour Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, l'adoption, à l'unanimité, de cette résolution « *montre bien que l'intervention française au Mali était nécessaire, opportune et soutenue au niveau international* ». Le déploiement de la mission des Nations unies, sous le contrôle du Néerlandais Bert Koenders, ancien représentant du secrétaire général des Nations unies en Côte-d'Ivoire, marque une étape importante dans ce conflit qui entre désormais dans une phase de stabilisation.

Si la mission de la Misma était de stopper l'offensive terroriste et de participer à la libération du territoire malien aux côtés des forces françaises et en appui des troupes maliennes, la Minusma, opération de stabilisation, s'est vue confier un autre mandat. Mission multidimensionnelle, elle comporte des aspects civils et militaires.

Pour ce deuxième volet, à partir de juillet, les casques bleus de la Minusma, commandés par le général rwandais Jean-Bosco Kazura, doivent assurer la sécurisation de l'ensemble du territoire malien. En accompagnant la transition politique, la force doit concourir au rétablissement de l'autorité étatique, à la reconstruction et au développement du Mali. Sur le terrain, elle va, si nécessaire, empêcher le retour d'éléments armés dans les principales agglomérations du pays et soutenir les autorités maliennes pour l'organisation des prochaines élections présidentielles, le 28 juillet. Le mandat prévoit en outre l'accompagnement de la réforme du secteur de la sécurité, en particulier celui



Militaires sénégalais de la Mission internationale de soutien au Mali. Les membres de cette force ont intégré la Minusma.

# LE RELAIS DE LA MISMA

de la police et de la gendarmerie, en coordination avec la Mission d'entraînement de l'Union européenne Mali. En outre, la résolution 2100 précise que cette force a également pour tâche de défendre les droits de l'homme, de protéger les civils et le patrimoine culturel ainsi que de soutenir l'action humanitaire.

Déployée sous chapitre 7 de la charte des Nations unies, la Minusma est autorisée à faire usage de la force en cas de légitime défense ou pour prévenir les attaques djihadistes, bien qu'elle ne soit pas chargée d'opérations de contre-terrorisme. Si le retrait de ses troupes est toujours en cours, la France reste engagée aux côtés du peuple malien et appuiera la force onusienne en cas de danger grave et imminent. Ainsi, une force de sécurité reste au Mali pour « empêcher la reconstitution de groupes terroristes », a annoncé Jean-Yves Le Drian. *Nous conservons également des forces prépositionnées pour intervenir, si nécessaire* ». L'effectif des forces internationales présentes

dans le pays va augmenter. La Minusma, qui a intégré les quelque 6000 militaires de l'ancienne Misma et attend la participation d'autres bataillons étrangers (Burundi, Chine, Bangladesh, Suède...), devrait atteindre un effectif total de 11 200 militaires et 1 400 policiers en décembre. Près de 150 soldats français sont déjà affectés à l'état-major situé à Bamako ou auprès d'unités de la force internationale, à Tombouctou, Gao et Menaka, alors qu'environ 3 500 combattants participaient toujours à l'opération Serval au 1<sup>er</sup> juillet. Ce contingent devrait compter 1 000 hommes d'ici la fin de l'année 2013. Principale intervenante dans le conflit aux côtés des forces africaines, la France va voir ses dépenses militaires diminuer, le financement des opérations incombant désormais à l'ensemble des États membres de l'ONU. Si les treillis des soldats de la Minusma portent chacun la couleur de son pays, le bleu ONU de leurs bérets reflète désormais le ciel malien.

■  
Flora Cantin

# À L'ÉCOLE DE LA

**Développées par la France depuis 1998, les écoles nationales à vocation régionale forment les acteurs de sécurité et de défense du continent africain. La France fournit programmes, coopérants et soutien financier à ces 17 établissements spécialisés qui ont en retour obligation d'accueillir des élèves des pays voisins.**

**L**a coopération militaire peut revêtir de nombreuses formes : assistance militaire à un État en difficulté, unités binationales, voire multinationales, accords de développement industriel... Moins connue, la création d'écoles nationales à vocation régionale (ENVR) est une pratique développée par la France depuis 1998. Sous cette dénomination se cache un dispositif étendu et varié basé sur des partenariats : la France aide les États africains qui le souhaitent à développer des écoles nationales, sous condition que celles-ci ouvrent leurs portes aux militaires, policiers et sapeurs-pompiers de la région, comme l'indique l'expression « à vocation régionale », voire du continent.

« L'objectif de ces écoles interafricaines est de favoriser l'intégration régionale et la coopération entre des élites formées ensemble », explique le général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée, directeur de la coopération de sécurité et de défense. Ces 17 écoles et centres nationaux à vocation régionale, tous implantés sur le continent africain, traitent chacun de domaines de compétences différents – formation initiale ou de spécialité, domaines techniques allant de la santé au génie en passant par le maintien de la paix. Depuis le lancement du dispositif, 15 000 stagiaires ont été formés dans des ENVR.

Ce système unique au monde s'inscrit dans une dynamique de coopération structurelle de long terme. Les ENVR répondent à trois objectifs majeurs : en premier lieu, il s'agit de participer à la formation (de haut niveau et spécialisée) des acteurs africains de sécurité et de défense. Par ailleurs, ces partenariats

répondent à la volonté de ne plus recourir à une coopération de substitution et mettent à l'honneur le partenaire. Le troisième objectif est l'appropriation des capacités développées dans ces écoles par les pays qui les abritent. Cette appropriation offre de multiples avantages : elle aide les pays à développer des structures d'enseignement de haut niveau et contribue à une corrélation entre renforcement de la sécurité nationale et stabilité régionale tout en favorisant les échanges.

## **Brassage culturel : un atout pour l'avenir**

« Dans la perspective de la construction de l'unité africaine et des armées nationales, l'ENVR représente le véritable creuset d'une culture d'excellence, explique le capitaine Kévin Ona Ndong, stagiaire à l'École d'état-major de Libreville (EEML), initialement formé à l'École de l'air de Salon-de-Provence. Je suis dans la continuité de ma formation, et le brassage culturel qui caractérise l'EEML est un avantage majeur pour l'avenir, notamment pour travailler dans des états-majors interarmées. » Le capitaine béninois Charles Zocli est lui aussi stagiaire à l'EEML : « En nous formant ensemble, sur les mêmes standards, nous aurons plus de facilités à travailler de concert. Et puis nous apprenons à nous connaître, nous nouons des liens d'amitié. » Créer une ENVR commence par une demande de la part du pays d'accueil, qui fournit les infrastructures et les formateurs. En vertu d'une convention bilatérale avec la France, celle-ci apporte les programmes et les supports pédagogiques calqués sur ceux des établissements français d'enseignement ■■■

**En haut : formation à l'École navale de Bata, en Guinée équatoriale.**

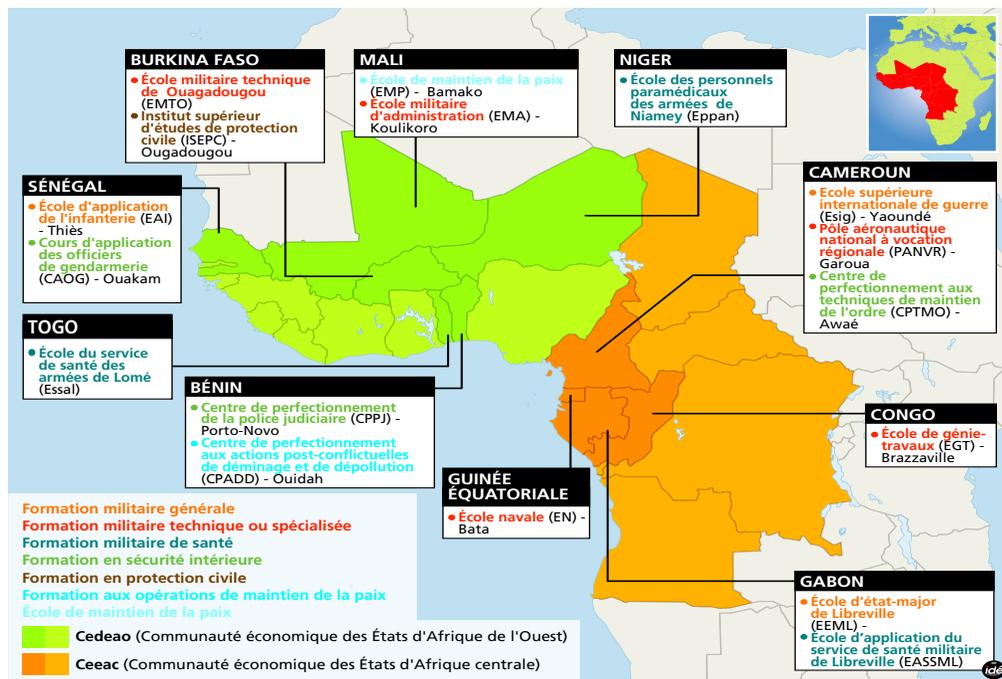
**Ci-contre : cours dispensés à l'École d'état-major de Libreville, au Gabon (à gauche et au centre), et à l'École supérieure internationale de guerre, à Yaoundé, au Cameroun.**

# COOPÉRATION



PHOTOS@DCSD





■ ■ ■ militaire, ainsi que des coopérants – qui occupent souvent des postes au sein de la direction des études, le temps que des officiers locaux soient formés pour les remplacer – et une partie du financement. Ainsi, l'effort financier fourni par la France s'élève à 10 millions d'euros par an pour l'ensemble des ENVR. À Libreville, au Gabon, l'EEML possède le statut d'ENVR depuis 2001. Unique dans la région, elle est devenue une référence en Afrique avec 18 nationalités représentées. « C'est un travail absolument passionnant et un vrai luxe de pouvoir travailler dans une telle multinationalité », souligne le lieutenant-colonel Marc Jéké, directeur des études de l'établissement. Au Burkina Faso, l'École militaire technique de Ouagadougou (EMTO) forme des spécialistes de la maintenance issus de 22 pays.

**Programme d'échanges avec West Point**

Dans le cadre d'un partenariat euro-africain en faveur de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, l'Union européenne délivre le label « centre d'excellence » à des établissements militaires ou civils. Huit écoles ont déjà reçu cette certification, qui ouvre notamment l'accès à certains financements. Par ailleurs, certaines ENVR travaillent en réseau. C'est le cas de l'École du maintien de la paix (EMP) de Bamako et de l'EEML. « Dans le cadre de leur formation en état-major, les stagiaires de l'EEML suivent un module "soutien à la paix" en coopération avec l'EMP », indique le lieutenant-colonel Marc Jéké. Un programme d'échanges avec l'académie militaire de West Point nous permet également de recevoir des élèves américains et d'y envoyer des stagiaires de l'EEML chaque année. »

Le capitaine de frégate Jean-Jacques Poifol, directeur des études de l'École navale (EN) de Bata (Guinée équatoriale), a quant à lui participé à la création et au développement de l'établissement. « Créer une école est une expérience forte, témoigne-t-il avec fierté. Aujourd'hui, l'EN Bata est en pleine expansion, ce qui est d'autant plus remarquable qu'elle est la

première à s'installer dans un pays non-francophone. » Une preuve du succès du concept. Le rayonnement est en effet une dimension clé. Les ENVR centrées sur des thématiques universelles (maintien de la paix, déminage, etc.) s'ouvrent aux partenaires internationaux : pays mais également organisations internationales. Ainsi, à l'EMP Bamako (temporairement fermée en raison du conflit malien), un effort important a permis la création d'un conseil d'administration composé de représentants de la France, du Japon, des États-Unis, du Canada, de l'Allemagne, de la Cedeao... « La présence de partenaires internationaux est importante pour ces écoles. C'est le cas pour l'EMP qui, grâce à l'ONU, prodigue un enseignement sur des standards onusiens, ce qui accroît encore la légitimité et la compétence de l'ENVR », se félicite le général Bruno Clément-Bollée. Au Bénin, le Centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution de Ouidah existe depuis 2003 et travaille en collaboration avec d'autres écoles basées en Amérique latine, au Cambodge ou avec des organisations internationales comme le Comité international de la Croix-Rouge. À terme, les ENVR sont vouées à être totalement autonomes, sans participation de la DCSD. Et ce n'est pas qu'un vœu pieux : certains établissements le sont aujourd'hui, à l'image de l'École nationale des officiers d'active au Sénégal et du Centre de formation de la gendarmerie en Roumanie. Et des projets sont en cours pour l'ouverture de nouvelles écoles, car le concept s'exporte ! Au lancement du dispositif, en 1998, il n'était pas question de dupliquer les écoles, mais le succès des ENVR et la demande ont eu raison de ce principe. « Le déminage ou la protection civile sont des domaines qui concernent tous les pays. Nous allons donc établir une école de protection civile en Tunisie, et une école de déminage au Liban, toutes deux accessibles au niveau de leur région », annonce le général Clément-Bollée. ■

**Margaux Thuriot**

# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI

# Atlas, un titan polyvalent

Dix ans après le lancement de son programme, l'A400M entre en service cette année. Avion de transport tactique et stratégique, l'Atlas – son nom de baptême – est destiné à renouveler la capacité de transport de l'armée de l'Air française afin de répondre aux nouveaux besoins des forces en opérations. Capable de larguer des parachutistes, de transporter des matériels lourds et volumineux, d'évacuer des blessés avec leur personnel soignant ou bien encore, de ravitailler des avions et des hélicoptères en vol, l'Atlas repousse les limites de la polyvalence.

## Caractéristiques techniques

Équipage de conduite	2 ou 3 hommes
Envergure	42,4 m
Longueur	45,1 m
Hauteur	14,7 m
Moteurs	4 TP400 de 11 000 chevaux
Vitesse maximale	mach 0,72
Volume soute	340 m <sup>3</sup>
Distance franchissable	jusqu'à 8 700 km (à vide)
Charge maximale	37 t

L'A400M peut être ravitaillé en vol

## Plus-values opérationnelles

- Décollage sur piste courte et terrain non préparé
- Modularité des chargements personnel/matériel
- Chargement et déchargement indépendant de toute aide au sol
- Allonge stratégique et vitesse de croisière élevée

Jusqu'à 41 tonnes de carburant transférable



Hauteur 14,7m



Aérodynamisme des hélices à haute performance

## Commandes

	Allemagne	53
	France	50
	Espagne	27
	Royaume-Uni	22

## Configurations d'emport en soute

- deux camions de 5 tonnes et deux canons de 105 mm
- ou deux véhicules blindés de transport de troupes du type VAB
- ou un véhicule blindé de combat d'infanterie VBCI
- ou un véhicule de lancement de missiles sol-air avec ses missiles
- ou un hélicoptère de transport de type NH90,
- ou deux hélicoptères d'attaque de type Tigre
- ou six Land Rover avec leurs remorques
- ou un semi-remorque de plus de 25 tonnes
- ou une excavatrice avec un camion de chantier
- ou une grue mobile

Normes constructeur

## Chargement de matériels volumineux



1 VBCI

## Évacuation sanitaire



66 brancards



Moteur de  
**11000 CV**

## Évacuation de ressortissants



110 sièges

## Transport de troupes



116 parachutistes

## Exemple

- L'Atlas peut rallier Orléans à Bamako (Mali) sans escale en volant à 780 km/h et en transportant 31 tonnes de fret
- Il peut embarquer les engins les plus lourds en service dans l'armée française, excepté le char Leclerc
- Les 50 Atlas permettront à la France la projection en 5 jours d'une force d'urgence de 1 500 hommes à 8 000 km

## prévues

 Turquie	10
 Belgique	7
 Luxembourg	1
 Malaisie	4

**Interview du contrôleur général des armées Christian Giner, secrétaire général****« Certains aspects de la concertation »**

**Monsieur le contrôleur général, pourriez-vous nous décrire votre parcours professionnel et ce qui vous a conduit à occuper votre fonction actuelle au CSFM ?**

Après dix-huit ans dans l'armée de Terre, j'ai rejoint le contrôle général en 1997. J'y ai traité de ressources humaines, en abordant notamment les questions de condition militaire. Mes visites dans les formations m'ont conforté dans l'idée que la vision locale des problèmes est pertinente et éclaire les problématiques nationales. Je suis ravi que le ministre m'ait nommé secrétaire général, car ce poste représente un point d'équilibre entre le cabinet, les états-majors et les membres du Conseil.

**Au terme de la 89<sup>e</sup> session que vous venez d'animer, quel est votre sentiment ?**

Ce fut ma première vraie session, même si, depuis ma nomination, s'est tenue celle du 29 avril consacrée au Livre blanc. Je la qualifierais de tonique, car les sujets – fusion des fonds de prévoyance, groupe de liaison du CSFM ou présentation de certaines mesures statutaires – ont passionné les participants. Ce cycle de concertation a bien fonctionné car les personnes présentes ont franchement exposé leurs avis au ministre qui a ainsi pu arbitrer conformément aux intérêts du ministère. Je tiens à souligner l'investissement des membres du CSFM qui, à travers la variété de leurs métiers et de leurs origines, constituent une somme de compétences. Sur le fond, ils ont exprimé au ministre leur sentiment d'inquiétude, en particulier sur le soutien des formations, le contenu de certaines mesures qui pourraient accompagner la loi de programmation et la future réforme des retraites.

**Comment fonctionne la concertation aujourd'hui ?**

Le dialogue entre le ministre et le CSFM est très ouvert, empreint de franchise et de confiance. La dernière ses-

sion l'illustre parfaitement. Pour autant, certains aspects de la concertation mériteraient d'être améliorés et je vais vous en citer trois. Tout d'abord, la disponibilité des membres : en raison de leurs missions, la présence des titulaires est quelquefois difficile. Lors de la dernière session, sur les 85 membres, 30 étaient suppléants, dont trois siégeaient pour la première fois. En outre, les services du ministère aimeraient disposer d'avis plus réguliers tout au long de l'élaboration des textes, sans devoir attendre la tenue des deux sessions, en juin et en décembre.

L'expertise des représentants peut être améliorée. S'ils reçoivent une formation initiale de cinq jours, cela reste insuffisant à mon sens, compte tenu de la complexité croissante des textes qui leur sont présentés : ce problème est souvent soulevé. Il est nécessaire d'être capable de dépasser la simple lecture de dispositions réglementaires pour en apprécier les tenants et les aboutissants, et savoir les replacer dans un corpus existant, dont chacun reconnaît la densité. C'est un des enjeux majeurs dans l'avenir, même si la diversité des membres, et donc celle de leurs compétences, a souvent pallié cette difficulté.

Troisième point à améliorer, la protection des membres du Conseil. Trop souvent, ceux-ci rapportent les difficultés diverses qu'ils rencontrent pour se rendre disponibles. Certes, la situation des effectifs est parfois difficile dans les formations, et un cycle complet de concertation est long, depuis les conseils d'armée jusqu'au CSFM. Mais assurer les fonctions de membre d'une instance de concertation est une mission comme une autre au bénéfice de la communauté militaire. À cet effet, pour sensibiliser les futurs commandants de formation à l'utilité de la concertation, ceux-ci sont invités à la séance plénière.

**Le Livre blanc accorde une place à la concertation en évoquant certaines pistes d'évolution. Pouvez-vous en citer quelques-unes ?**

Deux pages sont consacrées à la concertation, montrant la nécessité d'une évolution. Ce chantier à venir devrait

**du Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM)**

# *ation méritent d'être améliorés »*

L'un des membres du CSFM lors de la 89<sup>e</sup> session qui s'est tenue du 17 au 21 juin.



M. DENNIEL@CEPAD

répondre à plusieurs exigences. Tout d'abord, améliorer l'effectivité de la concertation en corrigeant les trois difficultés évoquées. Citons, à ce stade, la mise en place récente d'un groupe de liaison entre le CSFM et le ministre, composé de 18 personnes, qui permet un dialogue plus direct et rapide avec le ministre sur les problèmes importants et sensibles. Il faut ensuite préserver le rôle du commandement, qui veille, selon le statut,

aux intérêts de ses subordonnés. Enfin, les armées étant par nature composées de membres jeunes, il faut mettre en place des outils plus participatifs et plus réactifs pour répondre aux exigences d'une société plus ouverte. En résumé, il faut être proactif en matière de concertation, tout en respectant la culture militaire qui reste par essence spécifique au vu de sa finalité. ■

**Propos recueillis par la rédaction**

# L'EUROPE PREND EN MA

**Une stratégie et un projet de directive publiés en début d'année par différentes instances de l'Union européenne vont permettre une avancée majeure dans la sécurité des systèmes d'information européens.**

**E**n mai dernier, le colloque du Sénat sur « Les perspectives en matière de cyberdéfense après le Livre blanc » abordait entre autres sujets la coopération européenne dans ce domaine. Un thème incontournable avec la sortie, trois mois plus tôt, de deux publications européennes sur le sujet. La première, une stratégie intitulée « un cyberspace ouvert, sûr et sécurisé », était signée par la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), tandis que Parlement et Conseil européens diffusaient une proposition de directive concernant des mesures pour renforcer la sécurité des réseaux et de l'information dans l'Union européenne (UE).

La stratégie européenne de cybersécurité liste des recommandations dont les objectifs sont multiples : développer une politique européenne de cyberdéfense, renforcer les moyens de prévention et d'opposition aux attaques, développer les ressources industrielles et technologiques en matière de cybersécurité, faire reculer la cybercriminalité, etc. Afin d'aider les États membres à mettre en œuvre ces recommandations, l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information pourra les conseiller et diffuser les bonnes pratiques existant déjà dans certains pays. La proposition de directive fixe quant à elle des obligations pour les États membres. Par exemple, elle leur imposerait de se doter d'une autorité nationale de cybersécurité, d'élaborer une stratégie nationale en la matière et de disposer d'une structure opérationnelle d'assistance en cas d'incidents informatiques.

Au cœur de ces documents domine l'idée d'une coopération renforcée entre États membres pour diffuser des alertes sur les incidents informatiques et y répondre, notamment grâce à la création d'un réseau européen des autorités nationales de cybersécurité. À la demande d'un État ou sur sa propre initiative, la Commission européenne pourrait ainsi demander aux membres de l'UE de fournir des informations sur un risque ou un incident. Après une alerte, les autorités compétentes pourraient décider d'une intervention coordonnée, conformément au plan de coopération de l'Union en matière de sécurité des réseaux et de l'information.

Le document d'orientation de la Commission et du SEAE invite les

entreprises à s'engager plus fortement dans la cybersécurité en adoptant une véritable politique afin de se protéger des cyberattaques. Pour le sénateur Jean-Marie Bockel, auteur d'un rapport d'information sur la cyberdéfense, « *l'une des principales avancées de la directive tient à la création d'une obligation de déclaration des incidents informatiques significatifs à l'autorité nationale compétente, qui serait applicable aux administrations publiques et aux opérateurs critiques tels que les entreprises de certains secteurs jugés stratégiques, comme les banques, la santé, l'énergie et les transports* ».

## Soutien à l'innovation

La stratégie préconise également de développer le secteur de l'industrie cyber. « *Afin de garantir la souveraineté des opérations stratégiques ou la sécurité de nos infrastructures vitales, il est crucial de s'assurer de la maîtrise de certaines technologies fondamentales dans des domaines comme la cryptologie, l'architecture matérielle et logicielle et la production de certains équipements de sécurité ou de détection* » détaille le sénateur.

« *Cette proposition affirme l'importance de soutenir le développement d'une industrie européenne pérenne en matière de cybersécurité et de technologies de l'information et de la communication afin d'éviter toute dépendance critique de l'Europe en la matière, notamment via un soutien à l'innovation (recherche et développement, R&D)* », ajoute Jean-Baptiste Demaison, chargé des affaires européennes à ■■■

# MIN SA CYBERSÉCURITÉ



**Le 16 mai, la commission de la Défense du Sénat organisait un colloque ouvert au public sur « Les perspectives en matière de cyberdéfense après le Livre blanc ».**



©GERARD BUTET

■ ■ ■ L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information. Un enjeu pour les États et plus particulièrement pour le secteur de la défense : « *Les militaires doivent être interopérables entre alliés, et cette interopérabilité s'appuie fortement sur les systèmes d'information et de communication, souligne le lieutenant-colonel Patrice Tromparent, de la Délégation aux affaires stratégiques. Nous sommes dépendants de l'industrie, c'est pourquoi il faut soutenir la création d'une base industrielle de technologie et de défense européenne spécialisée dans la cybersécurité.* »

Pour éviter les doublons, la stratégie européenne invite notamment l'Agence européenne de défense à promouvoir le

« Nous sommes dépendants de l'industrie, c'est pourquoi il faut soutenir la création d'une base industrielle européenne spécialisée dans la cybersécurité. »

développement cohérent de capacités et technologies cyberdéfense entre les États membres. Pour Jean-Baptiste Demaison, ces documents « *identifient le cadre de financement de la R&D "Horizon 2020" comme levier de soutien principal à l'innovation en matière de cybersécurité et de technologies de l'information et de la communication en Europe. Mais au-delà du soutien à la R&D devrait s'ajouter un appui au développement et à la promotion de standards européens, en assurant notamment une meilleure coordination des travaux de normalisation en matière de cybersécurité au niveau européen. L'UE devrait également encourager l'industrie européenne à identifier les défis technologiques stratégiques de demain et à soutenir cette dernière afin qu'elle puisse y répondre. Elle pourrait notamment œuvrer en faveur de l'émergence d'offres euro-*

*péennes d'infrastructures et de services Cloud [serveurs distants servant à stocker de l'information, NDLR] de confiance en Europe, via un soutien à l'innovation et au développement de normes européennes d'interopérabilité, de sécurité, etc.* »

Dans les mois à venir, le Parlement et le Conseil européens voteront pour décider de l'adoption de la stratégie européenne de cybersécurité et de la proposition de directive. Mais seul ce dernier document obligerait les pays membres à adapter leur législation. « *Sans anticiper les discussions formelles qui se tiendront au Conseil de l'UE, il est possible d'indiquer à titre préliminaire qu'une législation européenne en matière de cybersécurité ne devrait en aucun cas prescrire*

*un mode d'organisation spécifique du dispositif national de cybersécurité, mais s'attacher davantage à décrire des "fonctions" communes minimales. Une telle législation devrait également tenir pleinement compte de la diversité existant entre les États membres de l'UE en matière de développement*

*des capacités nationales de cybersécurité, et éviter toute harmonisation forcée au risque d'un résultat contre-productif* », prévient Jean-Baptiste Demaison.

En France, la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat a déjà adopté une proposition de résolution afin de faire connaître au gouvernement sa position sur ces deux textes. « *Nous recommandons d'en approuver les orientations générales et d'appeler les institutions européennes et les États membres à une mise en œuvre rapide de ces priorités, insiste Jean-Marie Bockel. Ces documents constitueront un progrès et permettront d'accélérer la prise de conscience des enjeux liés à la cyberdéfense au niveau européen.* »

**Nelly Moussu**

# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI

**Force de réaction rapide non permanente créée en 1991, la Force navale franco-allemande a été activée du 13 au 23 mai dans le cadre de l'exercice multinational de lutte anti-sous-marine Spontex. Elle permet d'approfondir l'interopérabilité et la cohésion entre les deux marines.**



Trois bâtiments allemands et trois français composaient la Force navale franco-allemande lors de Spontex.

# LA FORCE NAVALE FRANCO-

**E**n mai, dans le cadre de l'exercice multinational de lutte anti-sous-marine Spontex, la Force navale franco-allemande (FNFA) était activée pour la dix-huitième fois en vingt-deux ans d'existence. Outre le fait que cette participation coïncide avec les cinquante ans du traité de l'Élysée – qui scella la réconciliation entre la France et l'Allemagne – elle permet de démontrer une volonté commune d'interopérabilité. Force de réaction rapide non permanente, la FNFA est un outil que l'Allemagne et la France peuvent décider d'utiliser dès lors que leurs intérêts communs l'exigent. Elle répond au souhait des deux nations de contribuer au développement de l'Europe de la défense et au renforcement du pilier européen de l'Otan. Elle permet par conséquent d'approfondir sans cesse l'interopérabilité et la cohésion entre les deux marines. « *Parce que le renforcement de la coopération est essentiel, nous recherchons en permanence des occasions de nous entraîner ensemble. Un rendez-vous multinational majeur tel que Spontex est donc une excellente opportunité d'activation de la FNFA* », commente le capitaine de frégate Torsten Ites, commandant le groupe de bâtiments allemands de la FNFA pendant Spontex. La force avait initialement été envisagée comme une unité de guerre des mines par le groupe franco-allemand de coopéra-

tion militaire, l'un des groupes de réflexion du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité et le seul strictement militaire à irriguer la relation franco-allemande. Il s'agissait alors de mettre sur pied l'équivalent naval – qui serait basé en France – de la brigade franco-allemande de l'armée de Terre, installée de part et d'autre du Rhin. Une unité permanente n'étant pas envisageable, les deux marines ont proposé d'exploiter leur capacité à mettre en œuvre conjointement, dans des délais très courts, une force dont la composition serait adaptable. En septembre 1991, cette proposition est agréée par les deux nations, donnant naissance à la FNFA. Depuis, des entraînements significatifs et des échanges de personnel sont réalisés régulièrement dans tous les domaines de lutte ainsi que dans le cadre de la formation des officiers-élèves. Depuis 1996, et avec l'accord des deux gouvernements, la FNFA peut se voir confier des missions bilatérales, être mise à la disposition de l'Otan ou de l'Union européenne, ou bien agir sous mandat de l'ONU. La FNFA a ainsi été engagée deux fois en opération, en 2003 puis 2005, dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom* de lutte contre le terrorisme.

En 1963, lorsque le chancelier Adenauer et le général de Gaulle ont signé le traité de l'Élysée, ils faisaient le vœu commun que leurs deux nations, désormais partenaires,



S. DESCHAMPS@MARINE NATIONALE

# -ALLEMANDE SUR LE PONT

s'unissent pour avancer ensemble dans la reconstruction de l'Europe. Cinquante ans plus tard, dans le domaine militaire où la coopération maritime s'illustre par sa diversité, le travail entre la France et l'Allemagne se révèle concret et dynamique. « *Au-delà du symbole historique évident que la FNFA représente, l'interopérabilité des unités des deux marines et la cohésion de leurs équipages sont une*

*réalité opérationnelle, un socle commun sur lequel marins allemands et français savent pouvoir compter lorsqu'ils sont déployés ensemble sur des théâtres d'opération* », conclut le contre-amiral Dupuis, commandant adjoint de la force aéromaritime de réaction rapide, qui a dirigé la FNFA pendant Spontex.

**Cynthia Glock**

## Spontex, entraînement multinational de haut niveau

L'exercice de lutte anti-sous-marine Spontex s'est déroulé du 13 au 23 mai au large de la Bretagne. Il a réuni sept nations et a compté dix bâtiments de surface, deux sous-marins, deux avions de patrouille maritime et des hélicoptères. Activée pour l'occasion, la Force navale franco-allemande (FNFA) représentait la moitié du dispositif, soit trois navires allemands – le bâtiment de soutien de force navale *Frankfurt am Main* et les deux frégates anti-sous-marines *Bremen* et *Emden* – et trois bâtiments français – le transport de chalands de débarquement *Sirocco*, la frégate anti-sous-marine *Primauguet* et l'avisos *Commandant L'Herminier*.

Conduit par un état-major de vingt-cinq personnes de la Force aéromaritime française de réaction rapide, Spontex a permis aux unités de la FNFA de s'entraîner dans un domaine de lutte complexe, au sein d'un environnement réaliste. En éprouvant ensemble leurs procédures, leurs tactiques et leurs équipements pendant cet exercice de haut niveau, marins français et allemands ont approfondi leur coopération binationale dans un cadre multinational.

## 17-23/06 SALON DU BOURGET, LE STAND DÉFENSE DANS TOUS SES ÉTATS

**P**our la 50<sup>e</sup> édition du Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget, le stand du ministère de la Défense a connu un franc succès.

La manifestation, qui a attiré 315 000 visiteurs, a reçu autorités politiques et militaires au premier rang desquelles le président de la République, François Hollande, arrivé au Bourget en A400M, le Premier ministre, Jean-Marc Ayraut, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, le ministre délégué auprès du ministre de la Défense chargé des

Anciens Combattants, Kader Arif, des parlementaires ainsi que les chefs d'état-major d'armées. Les délégations étrangères sont également venues en nombre, 98 au total, pour s'entretenir avec les hommes et femmes de la Défense, acteurs des derniers engagements opérationnels français.

Une centaine de personnes des armées et de la Direction générale de l'armement (DGA) ont animé le stand qui affichait comme thématique « Les capacités d'un acteur majeur au sein d'une coalition ». Pilotes, mécaniciens,

commandos parachutistes ou encore ingénieurs étaient présents aux côtés de matériels emblématiques : Tigre, NH90 Caiman TTH, Rafale, Mirage 2000 D, Mirage 2000 banc d'essai et SAMP/T Mamba, installés à l'extérieur ou dans la partie abritée du stand. Celui-ci était divisé en cinq pôles : renseigner, acquérir la supériorité, projeter, protéger et soutenir, plus une zone innovation présentée par la DGA et des PME. Dans les airs, Rafale, A400M, Patrouille de France, équipe de voltige de l'armée de l'Air, Caracal et grappe de commandos,

Transall ou encore Tigre français et allemand ont retenu l'attention des spectateurs.

Ce rendez-vous a aussi offert l'occasion au ministère de soutenir par l'innovation, la compétitivité de l'industrie aéronautique. En effet, en marge de sa visite, Jean-Yves Le Drian a signé trois contrats de performance avec les pôles de compétitivité spécialisés dans l'aéronautique et l'espace : Astech Paris Région, Pôle Pégase et Aerospace Valley. Rendez-vous dans deux ans pour un 51<sup>e</sup> salon du Bourget.



I. LANGSDON/AFP/IMAGEFORUM - J.-J. CHATAUD/DICOD

## 02/06 LE MINISTRE DE LA DÉFENSE PREND LA PAROLE À SINGAPOUR

Lors de la 12<sup>e</sup> édition du Dialogue Shangri-La sur la sécurité et la Défense en Asie-Pacifique, Jean-Yves Le Drian a annoncé que « *la France entend rester résolument engagée en faveur de la sécurité de la zone Asie-Pacifique* ». Présente au cœur de l'océan Indien et du Pacifique, la France contribue, aux côtés de ses alliés et partenaires, à la sécurité régionale dans

toutes ses dimensions. La région est menacée par le terrorisme, la prolifération des armes de destructions massives, la cybercriminalité et la piraterie. Aussi, le ministre a rappelé les grandes lignes de la politique française de coopération de défense et a souligné l'importance du dialogue bilatéral et multilatéral, notamment dans le domaine de la cybersécurité.



## 31/05 CÉLÉBRATION DES 40 ANS DES FAZSOI À LA RÉUNION

En 1973, les différentes unités interarmées des Forces armées de la zone sud de l'océan Indien (Fazsoi) quittaient Madagascar (Diégo-Suarez pour les unités navales, Ivato-Tanana-rive pour l'état-major, la base aérienne 181 et le 2<sup>e</sup> RPIMa) pour être transférées sur l'île de la Réunion. Le 40<sup>e</sup> anniversaire de cette installation a été célébré en soulignant

la qualité des rapports noués, au cours des années, avec la population réunionnaise. Aujourd'hui, les 2000 militaires des Fazsoi garantissent la protection des onze îles françaises de l'océan Indien et entretiennent des liens forts avec les pays amis de leur zone de responsabilité, tant dans le cadre de l'aide humanitaire que dans celui de la coopération bilatérale.



## 17/06 CÉRÉMONIE D'HOMMAGE À JEAN MOULIN AU PANTHÉON

Kader Arif, ministre délégué auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens Combattants, a présidé une cérémonie d'hommage à Jean Moulin au Panthéon. Le 17 juin 1940, le préfet d'Eure-et-Loir entraînait en résistance. En présence des membres de l'Associa-

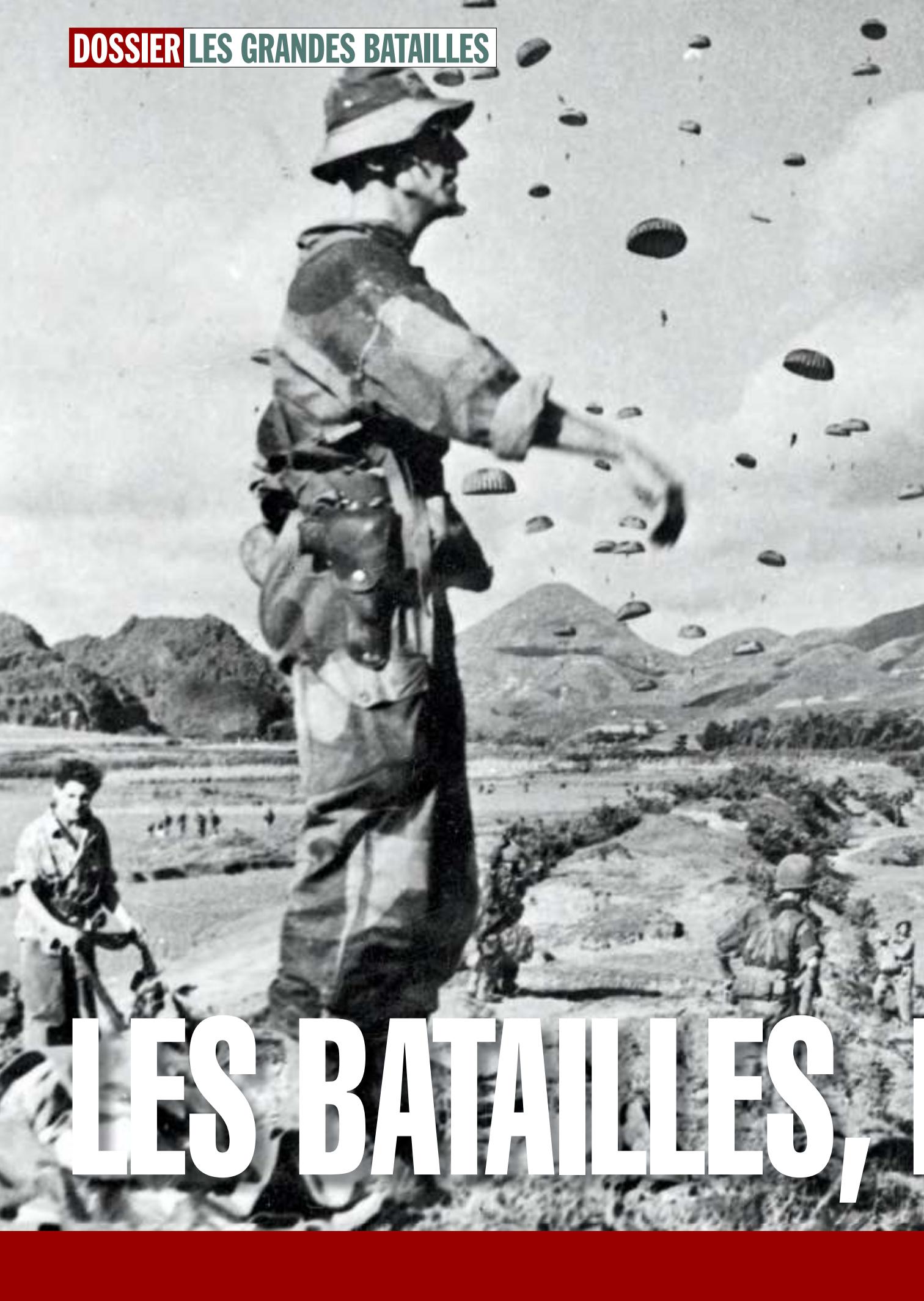
tion nationale des amis de Jean Moulin, le chœur de l'Armée française a interprété *Le chant des partisans*. Le ministre s'est ensuite recueilli dans la crypte, sur le tombeau du résistant. Enfin une exposition sur les grilles du Panthéon a été inaugurée.



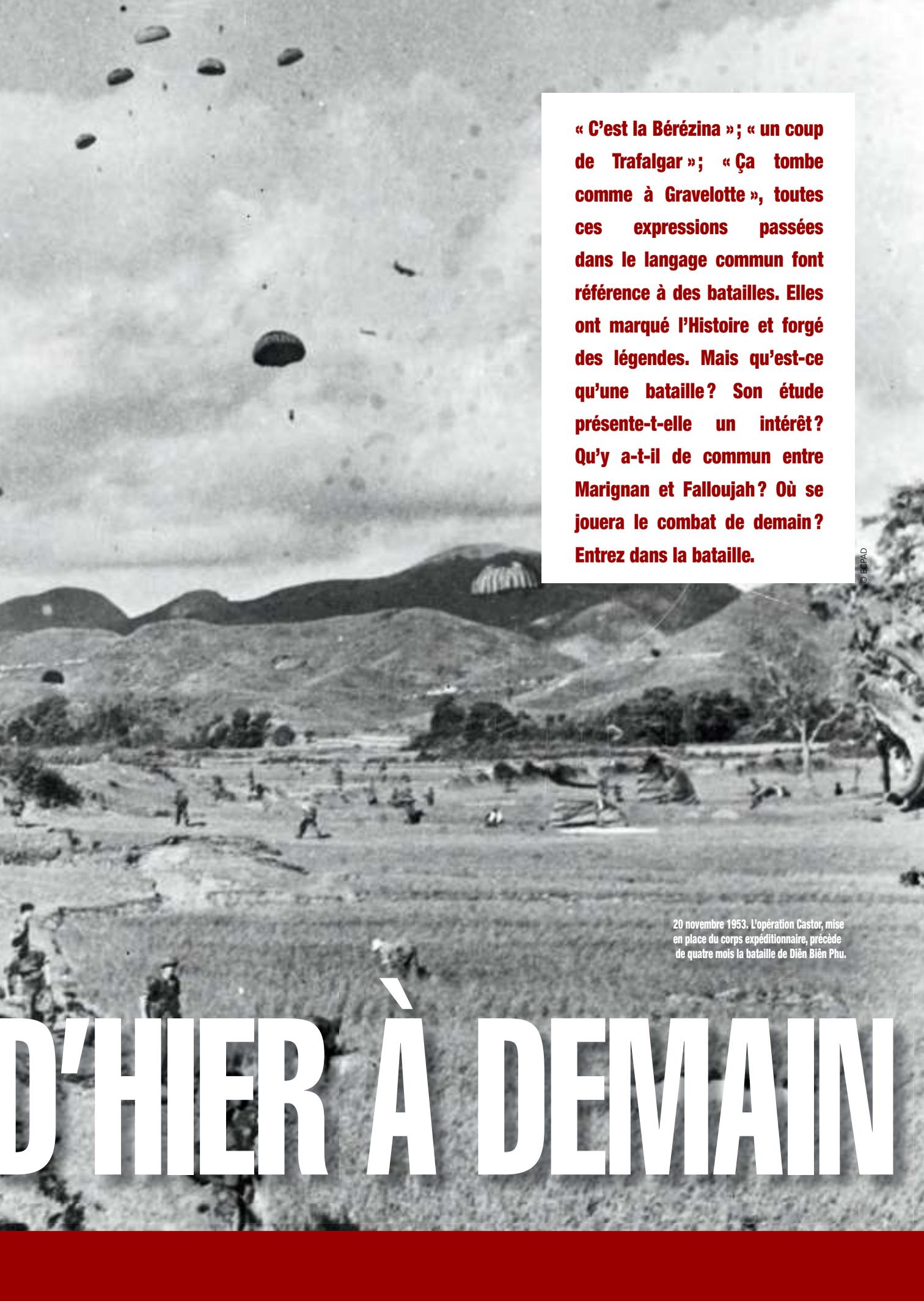
## 03-07/06 LA MARINE NATIONALE À NOUVEAU CHAMPIONNE EN OVALIE

Un sixième titre de champion de France militaire de rugby a été remporté par le XV de la Marine lors du 11<sup>e</sup> championnat de France militaire de rugby organisé à Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne) par le 31<sup>e</sup> régiment du génie. En tout, 104 joueurs se sont affrontés avec détermination et sens tactique sur la pelouse du stade Alary pour décrocher le titre de champion. Après cinq matchs et trois jours de champion-

nat, le XV de la Marine s'est imposé 28 à 10 face à l'armée de l'Air et a ainsi brandi le bouclier de la victoire pour la deuxième année consécutive. Des célébrités du monde du rugby étaient présentes : le coup d'envoi de l'ouverture a été donné par Lionel Faure et Gillian Galan a clôturé la compétition. L'événement a également permis la sélection des joueurs du XV de la Défense, qui participera à la coupe du monde en 2015.



# LES BATAILLES,



**« C'est la Bérézina » ; « un coup de Trafalgar » ; « Ça tombe comme à Gravelotte », toutes ces expressions passées dans le langage commun font référence à des batailles. Elles ont marqué l'Histoire et forgé des légendes. Mais qu'est-ce qu'une bataille? Son étude présente-t-elle un intérêt? Qu'y a-t-il de commun entre Marignan et Falloujah? Où se jouera le combat de demain? Entrez dans la bataille.**

© EEPAD

20 novembre 1953. L'opération Castor, mise en place du corps expéditionnaire, précède de quatre mois la bataille de Diên Biên Phu.

# D'HIER À DEMAIN

# Les batailles ne sont plus

**À l'heure des opérations et des manœuvres, le terme de bataille tend à disparaître du vocabulaire militaire. Le concept qu'il recouvre – une concentration de forces antagonistes qui s'affrontent par les armes sur un espace déterminé – a, lui, évolué au fil du temps, mais il reste d'actualité au **xx<sup>e</sup>** siècle.**

Le terme de bataille, si banal dans le vocabulaire historique, semble s'être effacé du lexique militaire : on ne parlerait plus que d'opérations et de manœuvres. Les batailles existent-elles encore ?

Mais qu'est-ce qu'une bataille ? Dans l'histoire militaire, elle peut se définir comme une concentration de forces antagonistes qui s'affrontent par les armes sur un espace déterminé appelé champ de bataille. De l'Antiquité jusqu'au début de l'ère industrielle, elle se présente comme une scène soumise à la règle des trois unités de la tragédie classique : unités de temps, de lieu et d'action. De fait, le temps d'une bataille est le plus souvent celui d'une journée. À l'époque moderne, font figure d'exceptions, Marignan qui dura deux jours, ou Rossbach, en 1757, où le roi de Prusse Frédéric II régla son affaire en deux heures.

La bataille représente l'événement par excellence à travers lequel des communautés humaines vont régler leur conflit dans une action supposée trancher au plus vite entre un vainqueur et un vaincu. D'où la place qu'elle occupe dans l'imaginaire guerrier des sociétés : on y théâtralise les valeurs de courage, d'honneur et de sacrifice, on y célèbre les figures exemplaires des grands capitaines, et l'on succombe parfois au charme d'une violence esthétisée, comme Voltaire qui, bien que haïssant la guerre, compose un poème enthousiaste sur la victoire de Fontenoy.

La bataille n'a pas été pour autant systématiquement recherchée par les chefs de guerre. Dès l'Antiquité tardive, le théoricien latin Végèce incitait à la plus grande prudence avant d'engager en une seule action ce sur

quoi reposait la puissance d'un État. Le point culminant de la guerre que constitue la bataille fascine autant qu'il effraye. Malgré une légende tenace, le Moyen Âge occidental y répugne, préférant de loin les chevauchées, raids où l'on accumule butin et gloire facile, aux grandes rencontres incertaines dont l'issue demeure soumise à la volonté de Dieu. Il n'y a d'ailleurs, à cette époque,

guère plus de deux ou trois grandes batailles par siècle. Le **xviii<sup>e</sup>** siècle, pour des raisons en grande partie économiques (les armées professionnelles coûtent cher) partage les mêmes réserves, et le maréchal de Saxe, pourtant vainqueur à Fontenoy, Raucoux et Lawfeld, écrivait dans ses *Rêveries* qu'un habile général pouvait éviter la bataille toute sa vie.

C'est au **xix<sup>e</sup>** siècle qu'on abandonna progressivement ce principe de précaution à travers le fantasme de la bataille décisive qui articule idéalement la guerre et le politique, lorsque le vaincu est contraint d'accepter le but de guerre du vainqueur. Elle se traduit concrètement par la mise en

œuvre d'une poursuite après la bataille afin d'achever la désagrégation physique et morale de l'armée vaincue, ce qui doit amener la soumission de l'autorité politique. C'est ce que Napoléon réalisa (le général Colin disait que l'Empereur avait « soudé » la poursuite à la bataille), particulièrement lors de la campagne de 1806 où les victoires d'Iéna et d'Auerstaedt entraînèrent l'écroulement de l'État prussien.

L'accroissement des effectifs, puis l'industrialisation de la guerre ont considérablement étendu les théâtres d'opérations et allongé la durée des combats. Les grandes batailles qui marquèrent la fin de la guerre de

« Malgré une légende tenace, le Moyen Âge préfère de loin les chevauchées, raids où l'on accumule butin et gloire facile, aux grandes rencontres que sont les batailles. »

## ce qu'elles étaient



©AFP IMAGE FORUM

**Du 6 au 29 novembre 2004, la bataille de Falloujah a opposé 3 000 insurgés irakiens à 15 000 soldats américains au cœur de la ville irakienne.**

Sécession se sont déroulées sur plusieurs jours. En Europe, à partir de l'année 1914, elles se comptent en semaines, puis en mois, comme à Verdun en 1916. Depuis, le terme de bataille s'est appliqué à des ensembles très divers d'actions militaires auxquelles on a voulu donner, pour l'Histoire, une impression d'unité. Ainsi, la bataille d'Angleterre, de 1940 à 1941, étend le champ de bataille aux dimensions d'un pays. La bataille de l'Atlantique se déroule à l'échelle d'un océan de 1940 à 1944. Quant à la bataille d'Alger, en 1957, elle consistait en une série d'opérations de police qui durèrent près de neuf mois. La signification du mot

« bataille » devient alors plus littéraire que militaire. Mais l'objet a-t-il pour autant disparu ? Plusieurs affrontements contemporains de haute intensité méritent pourtant bien d'être qualifiés de bataille, à commencer par celle de Falloujah, en 2004, où 3 000 insurgés irakiens affrontèrent près de 15 000 combattants américains pendant trois semaines, sur un terrain urbain de 16 kilomètres carrés. Elle représente actuellement la plus grande bataille du XXI<sup>e</sup> siècle. ■

**Thierry Widemann,  
Institut de recherche stratégique  
de l'École militaire**

# « L'étude des batailles reste riche

**L'analyse des combats permet d'élaborer de précieux "fondamentaux". Mais il ne faut cependant jamais perdre de vue que chaque engagement est différent du précédent.**

**Entretien avec le lieutenant-colonel Rémi Porte, du Centre de doctrine et d'emploi des forces**

## **Quels sont les enseignements que l'histoire d'une bataille peut apporter en matière de doctrine ?**

L'analyse des combats du passé a longtemps été au cœur de la formation militaire, les auteurs classiques considérant que l'étude de « l'exemple » des aînés était la méthode la plus pertinente pour former les générations suivantes. Il ne faut toutefois jamais oublier le fameux « brouillard de la guerre » : chaque engagement est toujours différent du précédent, le terrain change, les technologies progressent et, bien sûr, l'adversaire n'est jamais le même, affichant des motivations évolutives. Il ne faut donc jamais rechercher dans l'histoire une hypothétique check-list dont le respect assurerait de la victoire. En revanche, l'étude des batailles n'en reste pas moins exceptionnellement riche en termes d'enseignements

puisqu'elle oblige à se plonger dans le détail des ordres et de la conduite d'une campagne ou d'un fait militaire, en essayant de prendre en compte tous les paramètres qui contraignent ou qui influent sur la décision du chef au niveau concerné. Elle permet de comprendre les « fondamentaux », mais il faut ensuite impérativement adapter leur application aux nouvelles conditions du combat.

## **Apprend-on autant d'une victoire que d'une défaite ?**

Cette question est particulièrement pertinente. Autant que l'on puisse en juger, une armée victorieuse n'a pas tendance à se remettre en question. Or le monde autour d'elle ne cesse d'évoluer. Il peut donc rapidement se créer un décalage qui va croissant entre le souvenir entretenu des suc-



**1940, acheminement de provisions sur la ligne Maginot. Conséquence directe du bilan traumatisant de la Première Guerre mondiale, ce réseau de forts souterrains sur les frontières de l'Est a été élaboré pour assurer la défense du pays en faisant le moins de victimes possible.**

## en termes d'enseignements »

cès passés et la réalité possible d'un prochain conflit. Les enseignements dont on conserve la mémoire et dont on favorise l'apprentissage ne sont plus adaptés aux conditions nouvelles de la guerre, toujours changeantes, et le risque est alors grand de connaître une défaite aussi cuisante que la victoire précédente avait été prestigieuse. L'exemple de ce type le plus connu pourrait être celui de l'armée française qui aborde la campagne de 1939-1940 avec un règlement d'emploi diffusé en 1936, qui commence par rappeler les conditions de la victoire de 1918...

### Le concept de bataille est-il pertinent dans les conflits modernes ?

Les conflits les plus récents laissent penser que la bataille, au sens traditionnel du terme, n'est plus d'actualité, en particulier parce que les groupes armés rebelles ou insurgés refusent le choc frontal. Mais cette donnée n'est peut-être pas définitive, comme le montre l'exemple récent du déploiement des groupes terroristes dans le massif des Ifoghas au Nord-Mali, alors que la logique récente voulait qu'ils s'exfiltrèrent pour disparaître par petits groupes dans l'immensité du Sahel. En histoire, et en particulier en histoire militaire, rien n'est jamais vraiment définitif et des phénomènes que l'on croyait oubliés peuvent parfaitement ressurgir sous des formes renouvelées.

« Analyse historique et retour d'expérience constituent deux approches indiscutablement différentes mais complémentaires. »

### Et le retour d'expérience ?

Ce que l'on nomme aujourd'hui retex est un processus extrêmement ancien et finalement très classique dans les armées, puisqu'il s'agit d'analyser les expériences les plus récentes ou en cours pour en tirer des enseignements pertinents. Dans le passé, les chefs militaires et les commandants de corps expéditionnaires ont toujours rédigé des comptes rendus de fin de campagne, comme le rapport Ély de fin de guerre d'Indochine que le Service historique de la Défense vient de rééditer. Depuis 2004, qui a vu la création de la Direction du retour d'ex-



périence, le processus a été formalisé et systématisé : à partir de l'étude de situations concrètes, extraites des comptes rendus de fin de mission rédigés par les différents niveaux de commandement, il s'agit d'accélérer les travaux d'examen des engagements en cours afin d'en faire des « leçons apprises », selon l'expression des Anglo-Saxons, pour modifier autant que de besoin la doctrine d'emploi. Il s'agit d'un processus itératif entre le Centre de doctrine et d'emploi des forces, les états-majors et les grands commandements, et les écoles. Des

intervenants spécialisés peuvent y être associés. À l'issue de ces échanges, chaque enseignement validé est diffusé aussi largement que possible en direction des forces, puisque ce sont bien elles qui sont la première

préoccupation et le premier destinataire des travaux. Analyse historique et retex constituent indiscutablement deux approches différentes, mais complémentaires. Le processus de retour d'expérience s'applique dans l'immédiateté de l'engagement. L'histoire apporte une plus-value en amont, à la fois dans le domaine de la formation individuelle et collective (niveau tactique) et dans la compréhension et la connaissance précise que l'on a d'un éventuel théâtre d'intervention (complémentaire du renseignement du temps de paix).

Propos recueillis par Paul Hessenbruch

# La Malmaison, le triomphe

**En octobre 1917, pour reconquérir le Chemin des Dames, l'armée française mise sur la primauté du feu. Durant 6 jours, sur 10 kilomètres de front, la VI<sup>e</sup> armée déclenche un déluge de feu sur les lignes allemandes. Les 2,3 millions d'obus tirés modelent le champ de bataille et permettent une réelle victoire.**

En 1917, la guerre industrielle du xx<sup>e</sup> siècle finissait de prendre forme dans les tranchées, l'homme semblant s'éclipser devant la force brutale de la machine. Le feu consumait les forces vives des armées dans un charnier de sang et de boue. L'artillerie, et plus particulièrement l'artillerie lourde, devenait indispensable à toute action sur le front français.

Le primat du feu dans la doctrine française débouchait sur un modelage planifié du champ de bataille d'armée. Il s'agissait, grâce à des canons toujours plus puissants, tirant à des portées pouvant aller jusqu'à 40 kilomètres, d'engager le champ de bataille pour isoler les unités du premier échelon, d'interrompre les courants logistiques, d'anéantir la défense adverse et d'appuyer la progression de l'infanterie. Pour mener à bien cette tâche écrasante, l'artillerie française avait adopté, dès 1915, une nouvelle organisation. Elle était répartie entre une artillerie divisionnaire, de corps d'armée et d'armée.

Les Français tirèrent d'énormes quantités de munitions. Ainsi, lors de la bataille de la Malmaison en octobre 1917, la VI<sup>e</sup> armée consuma, pour une préparation d'artillerie de 6 jours sur 10 kilomètres de front, 17 500 tonnes d'obus de 75 mm, 36 000 tonnes d'obus d'artillerie lourde et enfin 15 000 tonnes d'artillerie de tranchée. Soit 2,3 millions d'obus en tout.

Pour reconquérir le Chemin des Dames, l'effet majeur du général Paul Maistre, commandant la VI<sup>e</sup> armée reposait sur la primauté du feu ; il fallait « rendre impossible une contre-attaque permettant la reconquête du terrain perdu en atteignant les positions de batteries ennemies pour

*l'obliger à se redéployer complètement, lui interdisant ainsi d'appuyer son infanterie pendant l'installation de l'infanterie française sur le terrain conquis ».*

L'étude du rapport de force lui-même ne s'établissait plus sur les armes de mêlée mais sur l'artillerie. La densité des pièces d'artillerie de la VI<sup>e</sup> armée était de 40 batteries par kilomètre de front. La phase du modelage du champ de bataille était donc décisive et elle reposait sur une planification parfaite et sur d'importants moyens

d'acquisition du renseignement d'objectifs pour rentabiliser l'emploi d'un nombre aussi important de batteries et pour garantir la réussite de la préparation d'artillerie. Pour gérer un tel nombre de batteries d'artillerie, le haut commandement en vint à créer dans chaque état-major de grandes unités à partir du niveau divisionnaire comprenant jusqu'au niveau de l'armée une cellule spéciale, le service de renseignement d'artillerie. Celui-ci est chargé à la fois de mettre en œuvre la recherche du renseignement d'objectifs, puis, en fonction des ordres reçus, d'établir la planification des tirs d'artillerie et des missions aériennes des escadrilles d'observation. Le renseignement était au centre de la doctrine

« Les Français nous ont tellement menés par le bout du nez que nous ne savions que faire. À trois reprises, leurs feux roulants se sont déclenchés de façon à nous faire croire qu'ils allaient sortir. »

La VI<sup>e</sup> armée, pour s'emparer du plateau de la Malmaison, avait décidé de traiter l'ensemble des objectifs jusqu'à la vallée de l'Ailette. La portée de l'artillerie française déterminait la portée de l'offensive terrestre.

À J-6, l'artillerie d'armée entama ses tirs, principalement de contrebatterie, puis, pendant cinq jours, elle effectua des tirs d'interdiction (encagement) et des tirs de destruction dont 1 640 obus de 400 et de 370 contre les postes de commandement. À J-1, les tirs de l'artillerie d'armée se

# Armée de Terre

## e de l'artillerie française



©ECPAD

**Obusier allemand pris à l'ennemi. Grâce à l'artillerie, la bataille de la Malmaison est une victoire : 200 canons et 700 mitrailleuses passent aux Français et 11 000 soldats allemands sont faits prisonniers.**

concentrèrent sur les premières lignes, notamment pour aveugler les défenses. L'artillerie de corps d'armée obéit à la même chronologie à partir de J-3 dans sa zone d'action. L'attaque du 23 octobre fut précédée par une opération de déception mettant en jeu l'ensemble de l'artillerie de la VI<sup>e</sup> armée. Un officier allemand a noté dans son rapport : « *Les Français nous ont tellement menés par le bout du nez que nous ne savions que faire. À trois reprises, leurs feux roulants se sont déclenchés de façon à nous faire*

*croire qu'ils allaient sortir.* » Le résultat du déluge de feu qui s'abattit sur le front allemand fut tel que les premières lignes ennemies furent nivelées, ses réserves tactiques décimées, ses mouvements rendus impossibles au point qu'une dépression morale s'empara de ses combattants. Bilan : 11 000 prisonniers, 200 canons et 700 mitrailleuses pris aux Allemands.

**Colonel Jean-Marc Marill,  
Service historique de la Défense**

# Béveziers, une victoire au

**10 juillet 1690, 70 vaisseaux français canonent les 59 navires anglo-hollandais adverses, en détruisant une douzaine. La France, qui n'a subi aucune perte, domine totalement la Manche. Mais en refusant de poursuivre ses adversaires sur la Tamise, l'amiral de Tourville rend cette victoire sur mer inutile.**

Entre la paix de Nimègue (1678) et la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1689), l'Europe vit une sorte de guerre froide avant la lettre durant laquelle l'Angleterre et les Pays-Bas, dirigés depuis 1688 par un même prince, Guillaume d'Orange, animent l'opposition à Louis XIV. Ayant établi la prépondérance française sur le continent, ce dernier doit maintenant relever le défi d'une confrontation géné-

rale avec une coalition à la fois maritime et continentale. Cette situation, inédite dans les annales militaires de la France, donne à sa jeune marine une importance stratégique nouvelle.

La guerre qui éclate en 1689 trouve la France à la fois en position de force et d'isolement. Isolement, car l'agressivité de la politique des Réunions, c'est-à-dire de l'annexion des petits États à sa frontière, telle la ville de



P. DANTECO/MUSEE NATIONAL DE LA MARINE

**La bataille de Béveziers par le peintre du <sup>xx</sup>e siècle Albert Brenet. Jamais une armée navale rassemblée par la France n'avait été si importante.**

## goût d'inachevé

Strasbourg en 1681, inquiète l'Europe. Mais elle reste forte de sa situation centrale ainsi que du nombre et de la valeur de ses troupes, appuyées sur la « ceinture de fer » de Vauban. De plus, sa flotte a poursuivi la montée en puissance amorcée au début du règne. Le corps de bataille proprement dit a été renforcé en nombre et en qualité sous l'impulsion du secrétaire d'État à la Marine, Colbert, auquel succède son fils Colbert de Seignelay. À l'image du célèbre *Soleil royal*, ces navires richement décorés portent avec magnificence la puissance du roi sur les mers, mais ils sont aussi de redoutables instruments de guerre, bénéficiant des derniers progrès de la construction navale.

Les plans de campagne des années 1689-1690 attribuent donc un rôle capital à la Marine, chargée de favoriser la restauration du roi d'Angleterre en exil, Jacques II, dans l'espoir de rompre la coalition anglo-hollandaise. Pour cela, l'Irlande sert de tête de pont à un corps de 6000 hommes débarqué dans la baie de Bantry en mai 1689. À cette occasion, la flotte du lieutenant général de Château-Renault met en fuite l'escadre anglaise qui tente d'intervenir, sans toutefois rechercher un succès décisif. C'est dans la Manche que celui-ci doit être obtenu, par l'action du gros de la flotte commandé par Tourville. Des instructions déterminées de Seignelay le poussent à rechercher « un avantage tel que les ennemis soient hors d'état de paraître à la mer de cette campagne ». L'entrée dans la Manche, le 25 juin 1690, de l'armée navale la plus importante jamais rassemblée par la France est en soi une telle provocation que la flotte combinée de l'amiral Herbert ne peut qu'y répondre, malgré son infériorité numérique. Le 10 juillet, au large du cap Béziers (*Beachy Head* en anglais), la rencontre oppose 70 vaisseaux français (à titre de comparaison, la flotte franco-espagnole de Trafalgar n'en comptera que 35) aux 59 vaisseaux anglo-hollandais. Si le combat se résume à une canonnade en ligne, les escadres françaises tirent

avantage de l'espace ouvert entre leurs flottes par la témérité hollandaise et la prudence anglaise... Ainsi, les navires hollandais formant l'avant-garde et, engagés au plus près de la ligne française, sont enveloppés par les escadres des lieutenants généraux de Villette-Mursay et de Château-Renault. Cette manœuvre aurait pu être contrée par l'escadre anglaise d'Herbert, mais celui-ci se contente d'une canonnade lointaine. Il permet ainsi au centre français, mené par le vice-amiral de Tourville, de compléter l'encercllement des Hollandais. Enfin, à l'arrière-garde, les escadres françaises et anglaises

s'affrontent franchement, mais sans résultats nets. La bataille s'achève à la nuit tombée, et la faiblesse du vent permet aux Anglo-Hollandais de remorquer leurs navires par chaloupes et de limiter leurs pertes. Celles-ci sont pourtant importantes si l'on tient compte des résultats de la poursuite des jours suivants : une douzaine de vaisseaux et cinq brûlots sont détruits, alors qu'aucune perte n'est à déplorer du côté français.

La victoire est donc très nette, mais elle n'est pas exploitée. Malgré les injonctions de Seignelay, Tourville rechigne à tenter un « grand coup » dans la Tamise, et il se contente d'insulter les côtes anglaises avant de rallier Le Havre. En Angleterre, pourtant, le choc moral est d'abord

très rude : « *Il n'y eut pas de journée plus triste dans les annales de Londres* », commente l'historien Thomas Macaulay. Mais l'absence de débarquement et la défaite de Jacques II à la bataille de la Boyne, le 12 juillet, permettent finalement de surmonter la crise.

Superbe victoire tactique, Béziers illustre l'inutilité du contrôle des espaces maritimes pour eux-mêmes. Maître des mers, il faut encore trouver le point d'application de cette puissance sur le territoire adverse, soit par le blocus, soit par la projection de force, jusqu'à la victoire finale. ■

Les instructions  
du secrétaire d'État  
à la Marine poussent  
Tourville à rechercher  
« un avantage tel  
que les ennemis soient  
hors d'état de paraître  
à la mer de  
cette campagne. »

**Dominique Guillemain,**  
Service historique de la Défense

# Verdun, qui va à la chas

**Afin de contrer l'armada aérienne allemande, le commandant de Rose est chargé de mettre sur pied le premier groupement de chasse français et obtient la participation des "as" du moment – Guynemer, Brocard, Garros... En quelques mois, le ciel de Verdun est reconquis. L'aviation de chasse française est née.**

**S**i la bataille de Verdun demeure à jamais le symbole de l'enfer des tranchées, on oublie trop souvent que la lutte fut tout aussi âpre dans les airs. Les combats qui s'y sont déroulés, entre février et septembre 1916, ont incontestablement contribué à accroître l'importance de l'aéronautique au sein des armées. En outre, ils se sont révélés déterminants du point de vue doctrinal avec la formulation des concepts de « maîtrise de l'air » et de « supériorité aérienne », ainsi que par leur mise en œuvre par l'aviation de chasse, entité définitivement structurée à travers le groupement de chasse du commandant de Rose. À l'issue de cette lutte titanesque, les responsables militaires allemands comme français ont compris que désormais le contrôle des airs était un corollaire indispensable à la conduite de la bataille terrestre.

Quand ils lancent leur attaque, le 21 février, les Allemands ont rassemblé devant Verdun une formidable armada aérienne de 270 avions, dont une quarantaine de monoplaces de chasse. Ils s'abattent sur les quelque 70 appareils français de la région fortifiée de Verdun avec pour mission d'aveugler l'artillerie française en la privant de ses avions de reconnaissance et de ses ballons chargés d'assurer le réglage des tirs. En quelques heures, les équipages allemands dominent le ciel de Verdun où ils s'imposent en maîtres, tandis que le fort de Douaumont, pivot de la défense française, tombe quatre jours plus tard. Pour le général Pétain, cette reconquête pour la maîtrise du ciel s'avère indispensable car, sans elle, la paralysie guette les armées terrestres. Il faut donc livrer une bataille aérienne, la première de l'histoire, en lançant en masse des appareils de chasse.

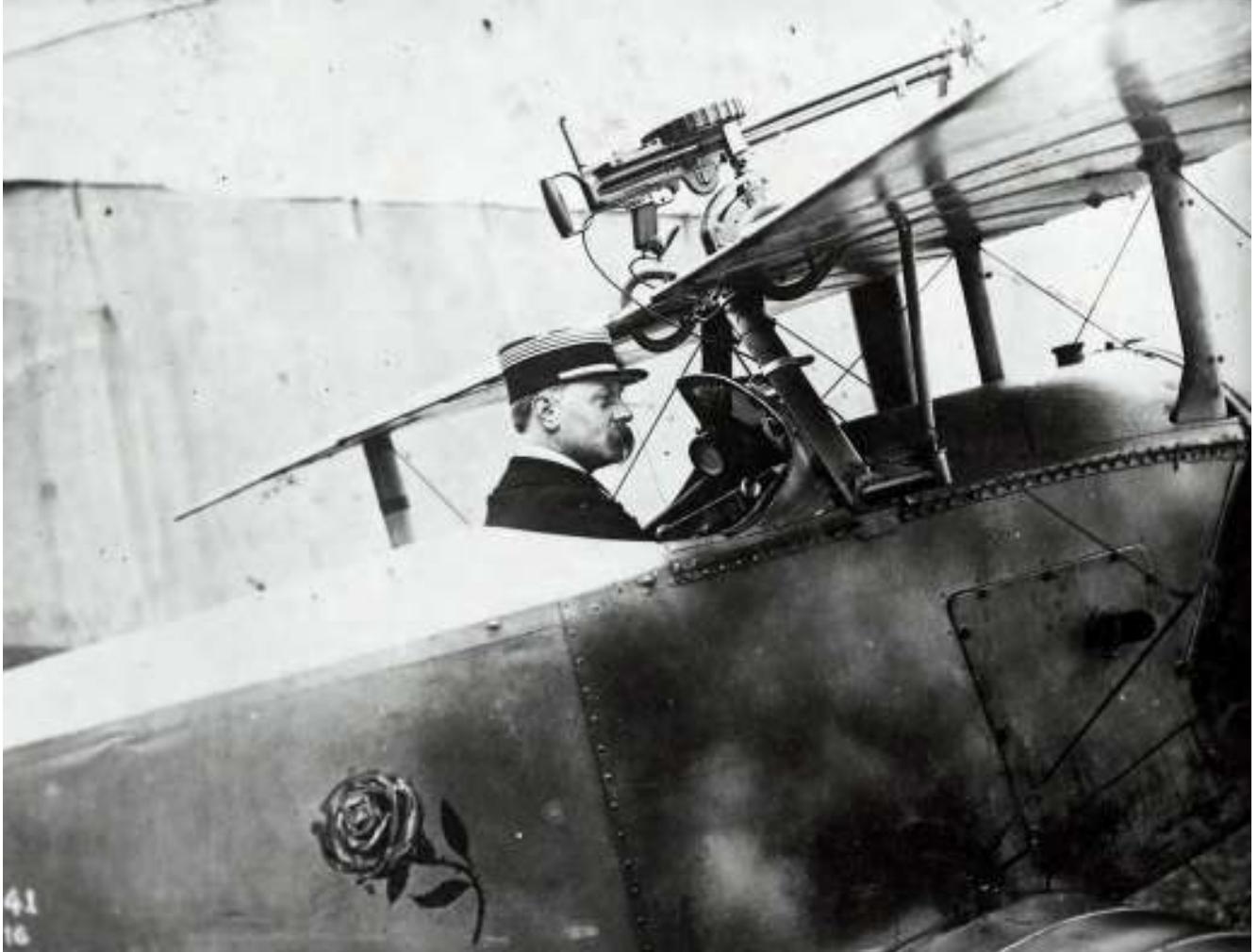
Pour de Rose, « il faut préférer la modestie de ceux qui s'associent pour combattre au triomphe passager de celui qui s'isole. » Mais certains as qui renâclent sont autorisés à combattre seuls.

À la célèbre injonction « *de Rose, balayez-moi le ciel! Je suis aveugle!* » prononcée par Pétain, le chef de l'aéronautique de la V<sup>e</sup> armée répond en mettant sur pied le premier groupement de chasse, constitué d'escadrilles dotées des appareils les plus modernes – les Nieuport XI –, auquel il fixe une mission simple : l'offensive à outrance. Persuadé depuis longtemps que les monoplaces rapides et équipés d'une arme automatique tirant dans l'axe de l'hélice sont voués à devenir les maîtres du ciel, de Rose obtient la participation des pilotes les plus chevronnés du front qui viennent rejoindre

« la sentinelle de Verdun », le célèbre Jean Navarre. Toute la pépinière des « as », les Guynemer, Brocard, Garros, Heurtaux et bien d'autres, est ainsi rassemblée. Privilégiant le travail en équipe sur l'exploit individuel, de Rose est en effet convaincu qu'un « *chasseur doit tendre vers un idéal très sublime, mais avec des moyens très pratiques* » et qu'« *il faut préférer la modestie de ceux qui s'associent pour combattre au triomphe passager de celui qui s'isole* ». Aussi impose-t-il une stricte discipline à ses pilotes qui doivent évoluer en patrouilles de trois, six voire neuf, créant ainsi un effet de masse, et détruire systématiquement tous les appareils ennemis.

Les As renâclent et les plus grands d'entre eux, tels Guynemer, Nungesser, et Navarre sont finalement autorisés à combattre seuls à condition de voler à 300 mètres au-dessus d'une patrouille. De Rose s'attache également à résoudre le problème de l'emploi général de l'aviation et de sa mise à disposition des unités terrestres. En accord avec le colonel Barès, responsable de l'aéronautique au grand quartier général, il crée donc cinq secteurs aéronautiques calqués sur chacun des corps d'armée, avec, à la tête de

## se gagne sa place



©SERVICE HISTORIQUE DE LA DÉFENSE

**Considéré comme le père de la chasse française, le commandant Charles de Tricornot de Rose (1876-1916) met en œuvre, à Verdun, sa doctrine de l'offensive à outrance et de l'effet de masse pour obtenir la maîtrise de l'air.**

chacun d'eux, un commandant de l'aéronautique dépendant du général commandant le corps d'armée. Toutes les mesures prises par de Rose — regroupement d'unités de chasse, stricte discipline de vol, création de secteurs aéronautiques — portent leurs fruits rapidement. L'aviation française réussit à reconquérir la maîtrise du ciel, permettant ainsi aux avions de reconnaissance de travailler à nouveau en toute liberté au profit de l'artillerie. Charles de Rose peut donc à juste titre être considéré comme le fondateur de la

doctrine de la chasse dont l'élément essentiel réside dans le concept de maîtrise de l'air, lequel ne peut s'acquiescer que par l'offensive à outrance et l'effet de masse. Jusqu'alors, les responsables de l'aéronautique avaient donné la priorité à l'observation et au bombardement, la chasse restant cantonnée dans un rôle de protection peu reconnu. La chasse est bien née à Verdun. ■

**Marie-Catherine Villatoux,  
Service historique de la Défense**

# LA BATAILLE DE LA MOSKOWA

Le 24 juin 1812, une armée de plus de 450 000 hommes, composée de contingents de vingt nations et placée sous le commandement de Napoléon I<sup>er</sup>, entre sur le territoire de l'empire russe. Son objectif est d'obtenir une bataille, de détruire l'armée russe, de prendre des gages et de ramener ainsi Alexandre I<sup>er</sup> à la table des négociations. Mais les Russes appliquent une stratégie de la terre brûlée qui épuise les forces françaises et évitent la bataille. Du 26 juin au 7 septembre 1812, plus de 850 kilomètres sont parcourus, avec pertes et combats continus, mais sans aucune décision. Arrivé à moins de 150 kilomètres de Moscou, Koutousov, qui commande l'armée russe, ne peut cependant pas abandonner la ville sans combat. La bataille du 7 septembre sera livrée pour des raisons plus politiques que militaires.

Celle-ci débute à 6 heures du matin. La Grande Armée commandée par Napoléon I<sup>er</sup> comprend de 105 000 à 130 000 hommes et 580 canons, l'armée russe, commandée par Koutousov, entre 120 000 et 145 000 hommes et 640 canons. Une première attaque française contre la ligne russe est dirigée contre la gauche et le centre couverts par des fortifications de campagne (flèches – fossés et talus triangulaires – et redoutes). Le village de Borodino est pris, mais l'offensive ne débouche sur rien malgré des pertes déjà importantes des deux côtés.

À 8 heures, Napoléon renforce l'attaque et à 10 heures

les flèches sur la gauche russe sont prises. L'objectif principal devient le centre russe protégé par la grande redoute. Il faut que les combats se poursuivent jusqu'à 18 heures en attaques et contre-attaques pour que la Grande Armée réussisse à prendre les positions russes. Mais la gauche française a été un moment menacée par une attaque de diversion russe et les troupes sont épuisées.

Napoléon ne veut pas engager ses dernières réserves, la Garde impériale, et le combat se poursuit à coups d'artillerie jusqu'à la nuit tandis que les Russes se replient sans être poursuivis. La bataille leur a coûté 45 000 morts et blessés et 1 000 prisonniers. La Grande Armée a perdu officiellement 6 547 hommes et 21 453 blessés.

Tactiquement, la victoire est indiscutablement française : l'armée russe s'est repliée avec des pertes supérieures à celles de ses ennemis et le général Koutousov n'a pas pu empêcher l'entrée de Napoléon dans Moscou. Mais ce dernier n'a pas réussi à détruire l'armée adverse, ce qui était son objectif stratégique originel, et surtout ne parvient pas à obliger Alexandre I<sup>er</sup> à s'asseoir à la table des négociations. La bataille de la Moskowa n'aura, malgré son ampleur, décidé de rien...

**Patrick Bouhet, Délégation à la mémoire, au patrimoine et aux archives**



**Durée**  
de 6 heures à 22 heures environ

1. Au petit matin, Napoléon lance Davout à l'assaut des flèches de Bagration qui sont prises, perdues et reprises dans une grande confusion. Bagration appelle Barclay à l'aide. Murat lance sa cavalerie qui est gênée par la masse des cadavres.

2. Pendant ce temps, le prince Eugène prend Borodino, puis passe la Kalatcha avec Broussier et Morand et part à l'assaut de la redoute Raïevski qui est prise et perdue.

3. Vers midi, la cavalerie cosaque de Platov et Ouvarov lance un raid de diversion sur les arrières de l'aile gauche française. Ce qui force le prince Eugène à retarder de deux heures une nouvelle attaque sur la redoute Raïevski. Un délai qui permet aux Russes de renforcer leur aile gauche, très éprouvée.



4. Vers 14 heures, nouvel assaut massif et extrêmement meurtrier sur la redoute Raïevski qui est prise.

5. Depuis la matinée, Poniatowski a du mal à déborder Toutchkov et Karpov sur la vieille route de Smolensk et autour du village d'Outitsa qui est pris, perdu et repris. Les renforts envoyés par Barclay stoppent la progression française.

6. Vers 15 heures, la plupart des maréchaux demandent à Napoléon de lancer la Garde impériale pour achever l'armée russe qui faiblit. Napoléon refuse. Épuisés, les Français n'ont plus assez de force pour bousculer les Russes qui tiennent le front derrière les redoutes jusqu'à 18 heures. Le lendemain, toute l'armée russe quitte le terrain.

Étendue du champ de bataille : un quadrilatère de 6 km sur 4

### Effectifs

France : entre 105 000 et 130 000 hommes, 580 canons  
Russie : entre 120 000 et 145 000 hommes, 640 canons

### Pertes

France : 6 547 morts et 21 453 blessés  
d'après les états de situation  
Russie : environ 45 000 morts et blessés, 1 000 prisonniers



### Densité de feu

3 coups de canon par seconde  
et 430 coups de fusil par minute  
pour les dix premières heures de la bataille

# De nouveaux champs de

**La guerre de demain prend forme dès aujourd'hui avec de nouveaux terrains et outils de combat. Ainsi, espace et cyberspace deviennent des théâtres de démonstration de force et d'affrontements pour un nombre croissant de nations tandis que les robots soldats, à l'image des drones, investissent la scène.**

Avec la sortie annoncée en 2015 de nouveaux épisodes de *Star Wars*, les combats dans l'espace ont encore de beaux jours devant eux en science-fiction. Dans la réalité, il est encore trop tôt pour concevoir une guerre des étoiles. Pourtant, l'extension de la notion de champ de bataille est résolument engagée. Dans l'esprit des traités internationaux, l'espace a toujours gardé une vocation pacifique, mais dans les faits, depuis plus de cinquante ans, les évolutions des politiques spatiales des grandes puissances ouvrent la voie à sa militarisation « *L'espace est d'ores et déjà un espace de confrontation, le théâtre de luttes d'influence plus ou moins militarisées. Il tend à devenir un nouveau théâtre d'affrontement des nations* », expliquait dans nos colonnes, en avril 2012, le général Yves Arnaud, qui dirige le Commandement interarmées de l'espace. Depuis 1957 et les débuts de l'aventure spatiale, les États n'ont eu de cesse de vouloir y exercer leur influence pour en tirer un bénéfice, notamment militaire.

S'il est peu probable de voir graviter au-dessus de nos têtes des armes pointées vers la Terre, les tirs antisatellites opérés dernièrement à titre de démonstration par les Américains et les Chinois prouvent la volonté des grandes puissances à maîtriser les menaces spatiales. En 2007, la Chine a ainsi réussi à détruire l'un de ses anciens satellites météorologiques en orbite à 800 kilomètres d'altitude au moyen d'un missile lancé depuis son territoire. En 2008, un missile tactique tiré depuis un croiseur américain parvenait à détruire un satellite se trouvant à 250 kilomètres d'altitude.

En termes de cyberdéfense aussi, les dernières attaques mondiales préfigurent déjà les menaces pour les États. En 2010, le virus Stuxnet introduit dans les systèmes informatiques du

programme nucléaire iranien endommageait le réacteur de la centrale nucléaire de Bouchehr, détruisant un millier de centrifugeuses du site d'enrichissement d'uranium de Natanz. Selon certaines sources, cette attaque aurait permis de retarder de six mois à deux ans le programme nucléaire militaire de l'Iran. L'ancien directeur de la CIA, Michael Hayden, n'hésita pas à la comparer à celles d'août 1945 : « *C'est la première attaque majeure de cette nature qui parvient à entraîner des destructions physiques affectant une infrastructure importante.* »

Le 28 mai 2012, un nouveau virus baptisé Flame, vingt fois plus puissant que Stuxnet, frappait les systèmes d'information de pays du Moyen-Orient. Selon les spécialistes mandatés par les Nations unies, parmi lesquels l'éditeur russe d'antivirus Kaspersky, ce logiciel malveillant serait comparable à « une boîte à outils » capable d'espionner et de contrôler les ordinateurs.

La France n'est pas épargnée par ce fléau. En 2012, plusieurs attaques informatiques ont été portées contre des administrations et des entreprises françaises. Dans son rapport annuel, la délégation parlementaire au renseignement soulignait que « *les attaques contre les systèmes d'information et de commu-*

*nication, l'espionnage économique [...] constituent d'ores et déjà des menaces tout aussi importantes pour la France que le terrorisme.* »

Le ministre de la Défense a rappelé lors d'un colloque début juin que « *la France ne se contentera pas de protéger ses réseaux, mais se dotera aussi d'une capacité offensive avec des moyens qui seront plus ou moins réversibles, plus ou moins discrets, mais toujours proportionnés à l'ampleur et à la gravité de la situation* ». Ainsi, le cyberspace est progressivement introduit dans la préparation opérationnelle des forces et le personnel

« L'espace est d'ores et déjà un espace de confrontation, le théâtre de luttes d'influence plus ou moins militarisées. Il tend à devenir un nouveau théâtre d'affrontement des nations. »

# bataille

sensibilisé à l'hygiène informatique, qui consiste à se protéger du piratage en appliquant des règles simples de sécurité. Au-delà, c'est toute la chaîne des systèmes d'information et de communication qui s'est renforcée avec la consolidation de la protection du matériel et le cryptage des liaisons. Le ministère joue aussi son rôle en accompagnant le développement d'une filière d'ingénieurs en cybersécurité.

Il marque également un effort dans le domaine anticipation-renseignement à travers les drones. Ces dernières années, les États-Unis ont procédé à des centaines de frappes aériennes ciblées sur des personnes en Afghanistan, au Pakistan ou au Yémen, au moyen de drones armés, pilotés depuis une base du Nevada. Le X-47B, drone armé supersonique, toujours en phase d'essai par la marine américaine, présente la particularité d'être complètement autonome dans sa navigation et sa

décision de tir. Ce drone marque là un tournant technologique majeur et peut être considéré comme le véritable premier robot soldat. En la matière, la France et l'Europe ne sont pas en reste. En décembre 2012, le premier essai en vol du Neuron, le démonstrateur de drone de combat furtif, a eu lieu sur la base aérienne d'Istres. Ce vol ouvre la voie aux campagnes d'essai en vol de ce projet européen qui auront pour objectifs de tester ses aptitudes en vol, d'évaluer sa furtivité et ses aptitudes au combat.

Satellites, écrans, drones, l'usage des robots représente un changement stratégique profond. Les batailles de demain s'écriront peut-être avec moins de combattants jetés face à face et se mèneront sur des terrains que l'histoire militaire n'a pas encore explorés...

■  
**Paul Hessenbruch**



©AFP/IMAGEFORUM

**Un drone de combat furtif X-47B est catapulté du pont d'envol du porte-avions américain USS George H.W. Bush. Ce drone armé supersonique est complètement autonome dans sa navigation et sa décision de tir. Il peut être considéré comme le premier robot soldat.**



PHOTOS : J. LEMPING@CPAD

**Ci-dessus : poste émetteur dissimulé dans une petite valise. Ci-contre : manipulateur de télégraphie.**

Struthof,  
l'ancien camp  
de concentration  
de Natzweiler,  
abrite le Centre  
européen  
du résistant  
déporté.



# Renseignements, l'autre combat

**Avec l'exposition « L'heure des combats viendra », le Centre européen du résistant déporté met à l'honneur le travail des femmes et des hommes chargés de faire passer des informations aux Alliés.**

**L'***heure des combats viendra* » annonçait la BBC le 5 juin 1944. Derrière cette simple phrase diffusée sur les ondes se cache un code pour que les résistants déclenchent des opérations de sabotage préparatoires au débarquement allié en Normandie. Un exemple qui illustre l'importance des transmissions et du renseignement durant la Seconde Guerre mondiale. C'est pourquoi le Centre européen du résistant déporté, situé au Struthof, l'ancien camp de concentration de Natzweiler, en Alsace, a choisi ce message codé comme titre de son actuelle exposition temporaire. Un hommage à tous ces combattants de l'ombre qui ont œuvré pour transmettre des renseignements à Londres, et faciliter ainsi les opérations militaires

alliées. L'exposition est conçue en deux parties. Dans un premier espace, deux réseaux clandestins emblématiques de la livraison d'informations militaires aux Alliés sont présentés, accompagnés de quelques objets utilisés par leurs membres – pilules de cyanure, un stylo lance-gaz, une brosse cache-message... On découvre ainsi Alliance, une structure à caractère militaire dont 107 membres ont été exécutés au Struthof en 1944. Parmi eux, Jacques Stoskopf. Cet ingénieur en chef du génie maritime en poste à Lorient en 1940 était une sorte d'agent double. Censé travailler pour les Allemands, il transmettait à Londres des renseignements sur les sous-marins allemands qui mouillaient dans le port. Sa biographie, des ■■■





■ ■ ■ lettres ainsi que des objets personnels illustrent sa vie de résistant.

Autre réseau sous les projecteurs, le Plan Sussex, une organisation britannique mise en place par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis qui a apporté un important soutien aux armées alliées au moment du Débarquement. Ses membres étaient formés outre-Manche aux techniques de renseignement, de radio et de clandestinité avant d'être envoyés en France. Parmi eux, Georges Soulier, qui était chargé de communiquer à Londres, par radio, des informations sur les mouvements de troupes nazies au moment du Débarquement. On découvre, grâce à l'exposition, cet homme qui a survécu à la Seconde Guerre mondiale. « *Derrière les progrès techniques des moyens de communication, il y a l'histoire de ces êtres humains qui utilisaient un appareil de transmission ou écoutaient la radio,* souligne Frédérique Neau-Dufour, directrice du Centre européen du résistant déporté. *Ces actes engagés pouvaient leur coûter la vie. C'est pourquoi nous avons placé au premier plan de*

*l'exposition des acteurs de cette guerre secrète ainsi que les objets qu'ils utilisaient et qui racontent une époque. »*

En fond sonore, des extraits de la BBC et de Radio Paris se succèdent. Des messages codés comme « *je n'aime pas les crêpes Suzette* » parent le mur qu'il faut longer pour atteindre le second

et de parachutage... Des objets prêtés par le musée du Plan Sussex à Hochfelden, le musée de l'ordre de la Libération de Paris, le musée de l'Abri de Hatten, l'Amicale de la guerre électronique de l'armée de Terre de Mutzig et par Maurice Ancel, un collectionneur de postes de radio.

Les progrès techniques de l'époque ont permis la miniaturisation du matériel offrant ainsi de cacher certains appareils dans un pied de lit, un fer à repasser ou un livre... Des radios étaient insérées dans des valises – la plus petite pèse 8 kilos et la plus grande 13 kilos – qui permettaient aux résistants de se déplacer souvent afin de ne pas être repérés. Car les Allemands menaient une impitoyable chasse aux opérateurs, notamment grâce aux radiogoniomètres, des récepteurs radio permettant

niques animées par les Français libres depuis Londres, à Radio-Paris, vecteur de la propagande allemande.

Beaucoup de résistants ont payé de leur vie ces actions de transmission et de renseignement. Le camp de Natzweiler-Struthof a été la destination finale d'un grand nombre d'entre eux. « *Parmi ces hommes, on compte des militaires qui ont bravé leur hiérarchie et les ordres,* remarque Frédérique Neau-Dufour. *Certains ont été déportés à Struthof, comme le général Delestraint, chef de l'armée secrète. Pour avoir choisi la Résistance, il a ensuite été exécuté au camp de Dachau. Le Centre européen du résistant déporté est donc un lieu de mémoire pour les militaires, et notamment pour les régiments de transmissions. »*

**Nelly Moussu**



**En haut: stylo lance-gaz et brosse cache-message. Ci-contre: l'espace présentant l'organisation britannique Plan Sussex.**

espace de l'exposition. Les visiteurs y découvrent toutes sortes de matériels : postes radio émetteurs et récepteurs clandestins ou militaires, armes, matériel de renseignement, de détection, d'espionnage

de déterminer la position d'appareils émetteurs. L'exposition présente également plusieurs postes à transmission sans fil (TSF) pour illustrer la guerre des ondes qui opposait la BBC et ses émissions radiopho-

**INFORMATIONS**

**Exposition jusqu'au 23 décembre, sur le site de l'ancien camp de concentration de Natzweiler-Struthof en Alsace. Renseignements au 03 88 47 44 67 et sur [www.struthof.fr](http://www.struthof.fr)**

# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI



### **Le Bataillon français de l'ONU en Corée (1950-1953)**

**Le président de la République sud-coréenne Syngman Rhee décore de l'*Ulchi Distinguished Military Service Medal* le lieutenant-colonel François Borreill, qui commanda le Bataillon français de l'ONU de décembre 1951 à décembre 1952. Après l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord le 25 juin 1950, la France s'associe à la mise sur pied d'un contingent international sous mandat des Nations unies. C'est la première fois que l'ONU déploie une force armée, car, lors de la guerre israélo-arabe de 1948-1949 en Palestine, la représentation militaire onusienne n'était composée que d'observateurs.**

©ECPAD

ONU

# Guerre et paix

**Créée le 24 octobre 1945, l'Organisation des Nations unies incarne l'espoir d'une pacification des relations internationales. Si l'institution a été impuissante à régler nombre de conflits du xx<sup>e</sup> siècle, elle a cependant permis de limiter la spirale de la violence.**

**N**ée d'une guerre mondiale, l'ONU a été conçue pour préserver la paix internationale. Du « machin » dédaigné par le général de Gaulle à l'heure des décolonisations à la « tour de Babel » dénoncée dans les années 2000 par l'ancien ambassadeur Dore Gold, peu d'organisations internationales, sinon son ancêtre la Société des nations, ont été à ce point critiquées. Et pourtant, aucune n'a été autant investie ni autant sollicitée. Comment expliquer ce paradoxe onusien ?

## **L'ONU ne saurait empêcher la guerre à elle seule**

Incarnation de l'éternel espoir d'une pacification des relations internationales, l'ONU reste cependant dominée par l'affirmation des intérêts nationaux de ses membres et par l'expression des rapports de force qui en résultent. Elle représente donc une opportunité en même temps qu'une contrainte. Les acteurs les plus modestes y ont trouvé très tôt un moyen de multiplier l'écho de leurs revendications, à l'instar du Front de libération nationale algérien (FLN) qui a conduit une véritable bataille diplomatique à New York pendant la guerre d'Algérie. Les plus puissants, États-Unis en tête, ont recherché la légitimation onusienne

pour crédibiliser leurs engagements militaires, comme dans la guerre du Golfe en 1991 ou, mais sans y parvenir, lors de l'intervention militaire en Irak en 2003. L'ONU ne saurait évidemment empêcher la guerre à elle seule. Le « multilatéralisme ambigu » dont on l'accuse à juste titre n'est souvent que l'expression des intérêts contradictoires de ses membres, qui n'ont d'ailleurs jamais été aussi nombreux, des limites de leur générosité financière et du fonctionnement institutionnel de l'organisation, dominé par un Conseil



C. FIARD/COD

**PIERRE JOURNAUD**  
chargé d'études à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem)

de sécurité dont les cinq membres permanents n'ont pas changé depuis 1945. D'où sa tragique impuissance dans la plupart des conflits de la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle et son attitude ambiguë, par exemple avec le régime génocidaire du Kampuchéa démocratique (Cambodge), pourvu d'un siège à l'ONU jusqu'au début des années 1990...

## **Gérer les défis récents**

À plusieurs reprises, néanmoins, les échanges qu'elle a favorisés au sein du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, le rôle diplomatique qu'elle a pu jouer ont contribué à limiter la spirale de la violence et à faciliter les sorties de guerre. Ainsi, pendant la guerre de Corée, première « guerre de l'ONU », la tribune onusienne a permis aux alliés européens d'atténuer les velléités d'escalade militaire manifestées par les États-Unis contre la Chine de Mao Zedong. Même dans la guerre du Vietnam, pendant laquelle l'ONU ne pouvait qu'être marginalisée en tant que telle puisque ni le Vietnam ni la Chine communistes n'en étaient encore membres dans les années 1960, le rôle discret mais actif du secrétaire général U Thant a facilité l'ouverture de négociations. Dans les années 2000, le relatif succès de certaines opérations de maintien de la paix, en Afrique ou en Asie du Sud-Est, a redonné espoir aux partisans d'un rôle accru des Casques bleus (deux fois prix Nobel de la paix) et d'un meilleur équilibre entre « Nord » et « Sud ». Confrontée à des obstacles structurels qu'elle peine à surmonter, malgré d'importantes réformes institutionnelles et une professionnalisation croissante du maintien de la paix, l'ONU doit en même temps gérer des défis plus récents : l'interopérabilité dans des territoires de plus en plus morcelés ; l'articulation avec les organisations régionales... Elle n'en demeure pas moins, un acteur incontournable de la guerre et de la paix dans le monde. ■

## STRATAGÈMES Duperies, tromperies intoxications pendant la Seconde Guerre mondiale

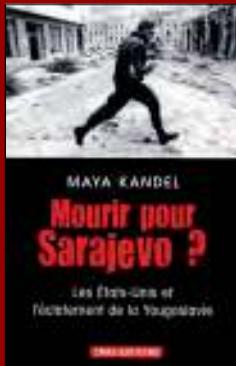
En décembre 2008 disparaissait Jean Deuve. Officier de la coloniale au Niger, parachutiste dans l'armée britannique des Indes, attaché militaire au Japon, spécialiste reconnu de l'histoire médiévale du duché de Normandie, Jean Deuve a vécu plusieurs vies. Son dernier ouvrage, paru en 2008 et aujourd'hui réédité, décrit les nombreux stratagèmes utilisés par les belligérants de la Seconde Guerre mondiale. Car l'ancien officier de renseignement savait que subterfuges, ruses et tromperies supposent

un exercice tout aussi exigeant que celui du combattant. Que l'art de la guerre, en somme, c'est aussi de contraindre l'ennemi à réaliser la combinaison qu'on lui a déjà préparée. Barbarossa, Torch, Overlord : toutes les grandes opérations de la guerre 1939-1945 sont ainsi racontées à la lumière des parties d'échecs qui, dans l'ombre, les ont précédées.

**Jean Deuve, Nouveau Monde éditions, 332 p., 8 €**



## MOURIR POUR SARAJEVO ? Les États-Unis et l'éclatement de la Yougoslavie



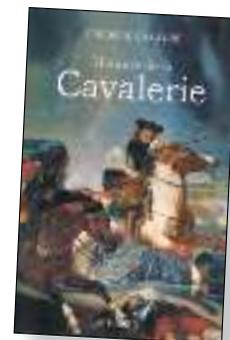
Comment les États-Unis se sont-ils peu à peu convaincus que seule une intervention militaire massive pouvait mettre un terme à la guerre en Bosnie ? Au moment où la Yougoslavie s'effondre sur elle-même, en 1991, les Américains n'envisagent pas un seul instant de « mourir pour Sarajevo ». Engager des troupes combattantes en Europe ?... Ce serait une première depuis 1945. Pourtant, derrière l'attentisme de surface, une logique de riposte se met en place. Un jeu diplomatique serré, l'impact considérable des images diffusées par la chaîne CNN, le travail en sous-main de nombreux lobbys, enfin, la prise de conscience des vellétés génocidaires de certains leaders serbes, notamment après le massacre de Srebrenica en juillet 1995, furent autant d'éléments qui précipiteront la décision américaine. Celle-ci, une fois votée, sera portée par des moyens colossaux et un volontarisme sans faille. Issu d'une thèse de doctorat, cet ouvrage est la première grande synthèse française sur la politique américaine en ex-Yougoslavie de 1989 à 1995.

**Maya Kandel, CNRS Éditions, 384 p., 25 €**

## HISTOIRE DE LA CAVALERIE

Chargé de cours à l'Université de Rennes, Frédéric Chauviré retrace l'histoire de l'un des plus vieux couples de la guerre : l'homme et le cheval. De l'Antiquité à la Première Guerre mondiale, cette histoire a été façonnée par les doctrines militaires et l'évolution des techniques, mais aussi par la permanence d'un esprit chevaleresque. Travail scientifique précis et méthodique, ce livre est également le récit vivant des grandes batailles qui, de Bouvines à Eylau, ont bâti la grande geste de la cavalerie.

**Frédéric Chauviré, éd. Perrin, 384 p., 24 €**



## NOTRE GUERRE SECRÈTE AU MALI Les nouvelles menaces contre la France

Tous deux journalistes au *Figaro*, Isabelle Lasserre et Thierry Oberlé reviennent sur l'entrée en guerre des armées françaises au Mali. Les raisons de l'intervention militaire, la chronologie des opérations, les coulisses diplomatiques, ainsi que les enjeux géopolitiques, économiques et humains sont exposés méthodiquement. Une enquête qui confirme l'importance qu'occupera désormais l'Afrique de l'Ouest dans la lutte contre le terrorisme international.

**Isabelle Lasserre et Thierry Oberlé, éd. Fayard, 252 p., 17 €**



## DE LA DÉFENSE CONTRE-AVIONS À LA DÉFENSE SOL-AIR

L'artillerie antiaérienne est aujourd'hui une arme de « non-emploi ». Depuis 1945, un seul tir de guerre a été effectué par l'armée française. C'était en 1987, contre un Tupolev libyen qui s'apprêtait à bombarder la capitale du Tchad, N'Djamena. L'arme antiaérienne, cependant, ne cesse d'évoluer, mobilisant des technologies toujours plus précises et complexes. Conservatoire du patrimoine militaire, mais aussi lieu de rencontres pour les universitaires, le musée de l'Artillerie de Draguignan a organisé le 28 mai 2010 une série de conférences sur l'histoire méconnue de ces armes « sol-air ».

**Direction de Gilles Aubagnac, éd. Lavauzelle, 152 p., 28 €**



## LES GUERRES D'AFRIQUE Des origines à nos jours

Retracer des millénaires de conflits sur un continent aussi vaste est forcément une entreprise ambitieuse. Bernard Lugan, africaniste passionné, a relevé le gant. Dès les premières pages, trois définitions – de l'ethnie, de la tribu et du

clan – rappellent que ces notions sont intrinsèques à l'histoire guerrière africaine et nécessaires à sa compréhension. Un livre de référence et d'« opportunité », qu'on ouvre pour s'instruire sur telle ou telle question. Un ouvrage complet, enrichi de cartes et organisé selon un plan

chronologique. Le récit est factuel tant la question est complexe et l'auteur se garde bien de tirer des conclusions générales. Souvent à contre-courant, Bernard Lugan livre un autre regard sur l'actualité (Libye, Mali) grâce à un savant éclairage du passé. L'auteur est professeur à l'École de guerre à Paris, conférencier à l'Institut des hautes études de la défense nationale et expert auprès du tribunal pénal international pour le Rwanda.

**Bernard Lugan, éd. du Rocher, 408 p., 32 €**

## IRAN-ÉTATS-UNIS Les amis de demain ou l'après Ahmadinejad

Ardavan Amir-Aslani est avocat en droit international et spécialiste des contentieux commerciaux entre États. Son dernier ouvrage, publié juste avant les élections qui ont porté à la présidence iranienne Hassan Rohani, analyse les conditions qui permettront à Washington et à Téhéran de renouer le dialogue. Selon l'auteur, le dossier du nucléaire, la situation de l'économie intérieure de l'Iran, les tensions politiques en Afghanistan et au Pakistan sont autant de sujets qui rendront nécessaire un rapprochement diplomatique entre les deux pays. Un essai dont l'enjeu explicite est aussi de corriger certains préjugés pesant sur l'Iran et de rappeler les fondements ancestraux de sa civilisation.

**A. Amir-Aslani, éd. Pierre-Guillaume de Roux, 128 p., 17 €**

## LA TRAQUE DU BISMARCK, les derniers jours d'un mythe

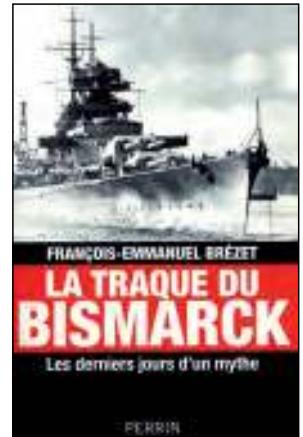
Au sud du Groenland, le 24 mai 1941, deux navires de guerre allemands sont repérés par la flotte britannique. Fierté de la Couronne et de tout un peuple, symbole de l'invincibilité de la Royal Navy sur toutes les mers du monde, le croiseur de bataille *HMS Hood* engage le combat. Face à lui, le Prinz Eugen et un tout nouveau cuirassé, le *Bismarck*.

En une salve d'une précision inouïe le cuirassé allemand fait exploser le *Hood* qui coule en quelques minutes, puis il mutile sévèrement le *HMS Prince of Wales* qui doit rompre le combat. La stupeur s'abat sur l'amirauté britannique. Mais le *Bismarck*, lui aussi touché, doit abandonner sa chasse.

Commence alors une gigantesque traque dans l'Atlantique Nord au cours de laquelle se joue la suprématie de l'Angleterre en mer. Quoiqu'il en coûte, « il faut couler le *Bismarck* » martèle Winston Churchill à ses amiraux.

Spécialiste de l'histoire maritime allemande, François-Emmanuel Brézet retrace de façon magistrale l'histoire haletante de la première et dernière mission du navire corsaire d'Adolf Hitler.

**François-Emmanuel Brézet, éd. Perrin, 252 p., 21 €**



## LES AGENTS SECRETS DE LA FRANCE LIBRE Le Bureau central de renseignements et d'action

Souvent méconnue, l'action du BCRA, le Bureau central de renseignements et d'action mis en place par de Gaulle dès 1940, fut la principale source d'informations des Alliés en France avant le débarquement. Qui étaient les agents de ce « Bureau » ? Comment fonctionnaient leurs différentes sections ? Que risquaient-ils ? L'historien Pascal Le Pautremat retrace l'histoire de ce réseau d'espionnage et détaille l'ensemble de ses missions durant les cinq années d'Occupation. Un récit synthétique et vivant servi par une iconographie irréprochable.

**Pascal Le Pautremat, éd. Histoire et Collections, 144 p., 24,95 €**



## LA DÉMILITARISATION DE L'EUROPE Un suicide stratégique ?

Où en sont les armées européennes depuis la chute du Mur de Berlin ? La démilitarisation de l'Europe s'accélère, notamment depuis 2009. Selon Jean-Baptiste Vuilloux, chef d'escadron breveté de l'École de guerre, cette logique de réduction des capacités de combat des États du Vieux Continent doit être analysée en termes budgétaires, mais aussi à la lumière des nouvelles données stratégiques qui se dessinent peu à peu aux portes de l'Europe.

Un essai incisif qui a alimenté les récents débats autour du Livre blanc.

**Jean-Baptiste Vuilloux, éd. Argos, 164 p., 12 €**



# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI